

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/203205]

7 JUIN 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux opérations électorales en vue des élections communales et provinciales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L4112-9, L4112-17, L4123-1, L4124-1, L4125-5, L4132-1, L4133-2, L4135-1, L4135-3, L4135-4, et L4143-3;

Vu l'accord de coopération conclu le 13 juillet 2017 entre la Région wallonne et la

Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande, l'article 3;

Vu le rapport du 31 janvier 2018 établi conformément à l'article 3, 2^e, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Union des Villes et des Communes de Wallonie, donné le 28 mai 2018;

Vu l'avis de l'Association des provinces wallonnes, donné le 25 mai 2018;

Vu l'avis n° 63.084/4 du Conseil d'Etat, donné le 17 avril 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^e, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre des Pouvoirs locaux;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Collèges électoraux**Section 1. — Convocation des collèges électoraux en vue des élections communales et provinciales**

Article 1^{er}. Les locaux de vote ouvrent de 8 à 15 heures.

Les électeurs qui se trouvent encore dans la file d'attente à l'heure de la fermeture des locaux sont encore admis au vote.

Section 2. — Modèle de lettre de convocation électorale pour les électeurs

Art. 2. Pour les électeurs belges, les lettres de convocation sont imprimées sur papier blanc.

Les électeurs étrangers, ressortissants ou non d'un Etat membre de l'Union européenne, inscrits sur le registre des électeurs, reçoivent une lettre de convocation de couleur bleue.

Art. 3. Les lettres de convocation pour les électeurs belges sont établies conformément au modèle 1 ci-annexé.

Art. 4. § 1^{er}. Pour les électeurs étrangers, ressortissants ou non d'un autre Etat membre de l'Union européenne, les lettres de convocation pour l'élection des conseils communaux sont établies conformément au modèle 2 ci-annexé.

§ 2. Les lettres de convocation des électeurs, ressortissants d'un autre Etat membre de l'Union européenne portent la lettre « C ».

Les lettres de convocation des électeurs non ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne portent la lettre « E ».

Section 3. — Vote par procuration

Art. 5. § 1^{er}. Le formulaire de procuration à utiliser lors des élections provinciales et communales correspond au modèle 3 figurant en annexe.

§ 2. Le certificat à délivrer par le bourgmestre aux électeurs qui sont autorisés à voter par procuration, conformément à l'article L4132-1, § 1^{er}, 7^e, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, pour cause de séjour temporaire à l'étranger non motivé par des raisons professionnelles ou de service, est conforme au modèle 4 figurant en annexe.

Ce certificat est délivré en l'absence d'une attestation de l'organisation de voyages.

Section 4. — Assistance au vote

Art. 6. La déclaration, visée à l'article L4133-2, § 3, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, relative à l'assistance au vote, est rédigée sur un formulaire conforme au modèle 5 annexé au présent arrêté. Ce formulaire est délivré gratuitement par l'administration communale.

La déclaration mentionne les élections pour lesquelles elle est valable, ainsi que les noms, prénoms, dates de naissance, adresses de l'électeur et de l'accompagnant, et le numéro d'identification au Registre national des personnes physiques de l'électeur.

Le formulaire est signé par l'électeur et l'accompagnant.

CHAPITRE II. — Délivrance du registre des électeurs

Art. 7. § 1^{er}. Conformément à l'article L4122-5, § 1^{er}, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les personnes mandatées par un parti politique ont le droit de se faire produire des exemplaires ou copies du registre des électeurs, sur support papier et support informatique exploitable, dès l'établissement de celui-ci et pour autant qu'il s'engage, par écrit et dans un document commun, à présenter une liste de candidats aux élections dans la commune et à respecter les principes démocratiques énoncés notamment par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste pendant la Seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide, ainsi que les droits et libertés garantis par la Constitution.

Cette demande doit être faite par lettre recommandée adressée au bourgmestre.

La demande est établie conformément au modèle 6 ci-annexé.

§ 2. Conformément à l'article L4122-5, § 3, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, tout candidat peut se faire produire, contre paiement du prix coûtant, des exemplaires ou copies du registre des électeurs, sur support papier et support informatique exploitable dès le dépôt de sa candidature et pour autant qu'il s'engage à présenter une liste de candidats aux élections dans la commune et à respecter les principes démocratiques énoncés notamment par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste pendant la Seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide, ainsi que les droits et libertés garantis par la Constitution.

Cette demande doit être faite par lettre recommandée adressée au bourgmestre.

La demande est établie conformément au modèle 7 ci-annexé.

Art. 8. Pour la délivrance des exemplaires du registre des électeurs visée à l'article L4122-5, § 1^{er}, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le collège des bourgmestre et échevins utilise un format de fichier informatique dont la structure permet l'importation directe des données qu'il contient dans une application afin d'effectuer différents traitements de ces données, et notamment l'élaboration de listes d'électeurs répondant à certains critères de sélection.

CHAPITRE III. — *Mentions*

Art. 9. § 1^{er}. Dans son acte de présentation, le candidat mentionne, après son identité complète, le nom sous lequel il souhaite être inscrit sur l'affiche prévue à l'article L4142-37, § 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et sur les écrans des ordinateurs de vote. Le bureau de circonscription utilise ces indications pour déterminer les mentions qui sont inscrites sur les écrans des ordinateurs de vote.

§ 2. Il ne peut être mentionné qu'un seul prénom, un prénom composé devant être considéré comme un seul prénom.

Le prénom choisi est mentionné dans l'énumération des prénoms dans l'acte de naissance.

§ 3. Pour autant que la mention de ce prénom différent n'ait pas pour effet de prêter à

confusion avec un autre candidat ou une personnalité connue au niveau de la circonscription, le bureau de circonscription peut autoriser un candidat à faire usage sur l'affiche et les écrans des ordinateurs de vote d'un autre prénom, en appliquant les règles suivantes :

1° le prénom sous lequel le candidat est effectivement connu n'est pas son premier prénom, mais un autre, repris sur son acte de naissance. Dans ce cas, il mentionne le prénom complet sur son acte de présentation et indique son souhait de voir figurer en lieu et place sur les écrans des ordinateurs de vote la mention choisie;

2° le candidat est connu sous une abréviation de l'un de ses prénoms énumérés sur l'acte de naissance : par exemple, Danny pour Daniel; il procède comme au point 1°;

3° le prénom qu'il souhaite voir figurer sur les écrans des ordinateurs de vote ne fait pas partie de l'énumération des prénoms repris sur son acte de naissance. Le bureau de circonscription admet cette mention sur la foi d'un acte de notoriété délivré par le juge de paix, un notaire, ou un bourgmestre. Le prénom de naissance du candidat est mentionné sur les écrans des ordinateurs de vote suivi de son prénom usuel.

§ 4. L'identité du candidat, marié ou veuf, peut être précédée ou suivie du nom de son conjoint ou de son conjoint décédé.

CHAPITRE IV. — *Frais électoraux*

Section 1^{re}. — *Dispositions générales*

Art. 10. § 1^{er}. La Province de Liège conclut les contrats nécessaires au règlement des frais électoraux visés à l'article 13 de l'accord de coopération conclu le 13 juillet 2017 entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande, et assure les règlements des créances. Elle procède ensuite auprès des communes de la région de langue allemande aux récupérations appropriées, au prorata des électeurs inscrits.

Toutefois, les communes de la région de langue allemande sont exclues de la répartition pour ce qui concerne la récupération des frais résultant du paiement des jetons de présence aux membres des bureaux de dépouillement communaux et provinciaux, la constitution de ceux-ci étant propre au vote manuel.

§ 2. Les jetons de présence sont liquidés sur foi de la liste des membres présents du bureau électoral adressée par le président du bureau électoral concerné. Cette liste est établie, conformément au modèle 8 annexé au présent arrêté.

§ 3. Pour le paiement des jetons de présence aux membres des bureaux électoraux, la Province de Liège conclut, selon les directives établies par le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté germanophone, un contrat portant exécution du paiement des jetons de présence au moyen de versements sur les comptes financiers des membres des bureaux électoraux.

§ 4. Les membres des bureaux électoraux qui ont droit à une indemnité de déplacement transmettent leur déclaration de créance à la province. Cette déclaration de créance est établie conformément au modèle 9 annexé au présent arrêté et mentionne l'adresse de la province.

§ 5. Les électeurs visés à l'article 11, et qui demandent le remboursement de leurs frais de déplacement établissent leur déclaration de créance au moyen du modèle 10 annexé au présent arrêté, et mentionnent l'adresse de la province.

Sur base d'une convention conclue entre la Province de Liège et la Société nationale des Chemins de fer belges, celle-ci facture à la province les frais résultant des déplacements effectués par les électeurs en question qui ont bénéficié d'un titre de transport gratuit. Elle mentionne sur ses factures le code provincial S.N.C.B. figurant sur les lettres de convocation.

§ 6. La Province de Liège souscrit auprès d'une compagnie d'assurances une police destinée à garantir les dommages résultant des accidents survenus aux membres des bureaux électoraux et règle les dépenses concernées.

§ 7. Les frais électoraux qui résultent des travaux et services nécessaires aux opérations électORALES sont supportés dans le respect de la réglementation sur les marchés publics.

Section 2. — Remboursement des frais de déplacement à certains électeurs

Art. 11. § 1^{er}. L'électeur visé à l'article L4135-4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation peut s'adresser au directeur général de la Province de Liège pour obtenir le remboursement de ses frais de déplacement, dans les trois mois de l'élection.

La demande est établie sur un formulaire conforme au modèle 10 annexé au présent arrêté, auquel sont joints les documents suivants :

1° la lettre de convocation estampillée par le bureau de vote;

2° un certificat d'inscription dans les registres de la population s'il s'agit d'électeurs ne résidant plus dans la commune où ils doivent voter;

3° l'un des documents suivants :

a) une attestation de l'employeur établissant qu'ils sont rémunérés par lui s'il s'agit d'électeurs salariés ou appointés en mission à l'étranger ou exerçant leur profession dans une commune autre que celle où ils doivent voter;

b) une attestation de la Direction de l'établissement d'enseignement constatant qu'ils y sont régulièrement inscrits s'il s'agit d'électeurs qui séjournent en raison de leurs études dans une commune autre que celle où ils doivent voter;

c) une attestation de la Direction du centre d'accueil, de l'établissement hospitalier, ou de la maison de santé constatant qu'ils y sont hébergés ou qu'ils s'y trouvent en traitement s'il s'agit d'électeurs séjournant, pour des raisons d'ordre médical ou de santé, dans une commune autre que celle où ils doivent voter;

4° le cas échéant, le titre de transport en commun dont il a été fait usage.

§ 2. Les frais sont remboursés sur la base du tarif des transports de voyageurs en deuxième classe, tel qu'il est appliqué par la Société nationale des chemins de fer belges le jour de l'élection.

§ 3. Les électeurs qui, pour leur déplacement, font usage des lignes de la Société nationale des chemins de fer belges, peuvent, au lieu de solliciter le remboursement de leurs frais,

obtenir un parcours gratuit en deuxième classe en produisant, à la station de départ, leur lettre de convocation à l'élection et leur carte d'identité, ainsi que l'un des documents prévus au § 1^{er}.

Le titre de transport délivré est valable du vendredi précédent le jour de l'élection jusqu'au dimanche suivant. Il ne peut servir au voyage de retour que sur production de la lettre de convocation, dûment estampillée par le bureau de vote.

Section 3. — Jeton de présence et indemnités en faveur des membres des bureaux

Art. 12. § 1^{er}. Le montant de base du jeton de présence que les membres des bureaux électoraux perçoivent, pour chaque séance prévue par le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, est fixé à 12,50 euros.

§ 2. Tenant compte de la charge et des responsabilités exercées par les présidents et les membres des bureaux de circonscription et de canton, le montant du jeton de présence est ajusté comme suit :

1° pour les présidents des bureaux de circonscription et de canton, le montant de base du jeton de présence est multiplié par six;

2° pour les membres des bureaux de circonscription et de canton, le montant de base du jeton de présence est multiplié par quatre.

§ 3. Le montant de base des jetons de présence destinés aux présidents, membres, secrétaires et secrétaires adjoints des bureaux de vote est multiplié par 1,5.

Art. 13. § 1^{er}. Les jetons de présence perçus par les membres des bureaux électoraux sont destinés à l'accomplissement de leur devoir civique et couvrent l'ensemble des réunions que ces bureaux tiennent conformément au Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

§ 2. Pour les bureaux de vote, il s'agit de la séance prévue pour recevoir les électeurs venus exprimer leur vote.

§ 3. Pour les bureaux de circonscription, il s'agit des séances relatives à la réception des actes de candidature, la vérification de la recevabilité des actes, l'arrêt provisoire des listes de candidats, la réception des réclamations contre des candidatures et des recours contre l'écartement de certaines listes de candidats, le dépôt des actes rectificatifs, l'arrêt définitif des listes de candidats, le tirage au sort provincial et communal, la formulation et la supervision de la réalisation des écrans de vote, les déclarations de groupement, la répartition des sièges entre les listes le jour du scrutin, la désignation des élus et des suppléants, et l'apparentement.

§ 4. Pour les bureaux de canton, il s'agit des séances relatives à la formation des présidents des bureaux de vote, et celle relative au recensement des votes.

Art. 14. § 1^{er}. En dehors des séances énumérées à l'article 13, pour lesquelles seul le jeton de présence peut être réclamé, les membres des bureaux de circonscription et des bureaux de canton peuvent avoir à accomplir des tâches qui sont nécessaires afin de garantir le bon déroulement des élections mais qui ne se rapportent pas à une séance du bureau. Ces tâches

concernent, notamment, l'envoi des courriers, relevés et tableaux exigés par le Code de la démocratie locale et de la décentralisation y compris l'expédition des procès-verbaux, la procédure de désignation des membres des bureaux, les démarches accomplies en vue de procéder aux investigations quant à l'éligibilité des candidats, l'encodage numérique des listes et leur transmission, les corrections qui suivent la vérification par le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté germanophone des doubles candidatures, la mise à jour des écrans de vote, la communication de la liste officielle des candidats aux bureaux de circonscription et aux déposants qui le demandent, ainsi que la communication des extraits du procès-verbal de recensement aux élus.

Pour effectuer ces tâches, le collège des bourgmestre et échevins, à la demande du président du bureau de circonscription, met à la disposition de celui-ci, en application de l'article L4145-5, § 4, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le personnel et le matériel nécessaires à l'accomplissement de sa mission et fixe également le montant des indemnités qui en découlent.

§ 2. Conformément à l'arrêté royal du 28 août 1963 relatif au maintien de la rémunération normale des ouvriers, des travailleurs domestiques, des employés et des travailleurs engagés pour le service des bâtiments de navigation intérieure pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles, les agents sous contrat de travail ont le droit de s'absenter du travail, avec maintien de leur rémunération normale, en vue de l'accomplissement des obligations civiques le temps nécessaire, avec un maximum de cinq jours. Les agents statutaires de la fonction publique fédérale, régionale, communautaire, provinciale et communale bénéficient de dispositions similaires en vertu de leur statut respectif.

Ne peuvent donc faire l'objet d'une indemnisation que les tâches décrites au paragraphe 1^{er}, pour autant qu'elles se situent en dehors des heures de travail normales des membres des bureaux concernés dans l'exercice de leur profession.

§ 3. La déclaration de créance se rapportant aux tâches effectuées conformément au paragraphe 1^{er} est adressée à l'administration de la Province de Liège, accompagnée du relevé des heures prestées et des pièces justificatives éventuelles. Cette déclaration est établie, conformément au modèle 11 annexé au présent arrêté.

§ 4. Toute demande d'indemnisation, conformément au paragraphe 2, pour une tâche qui ne serait pas mentionnée expressément dans la liste reprise au paragraphe 1^{er}, fait l'objet d'une attestation sur base du modèle 12 annexé au présent arrêté justifiant de la nécessité de cette tâche dans la procédure électorale et de l'impossibilité de l'effectuer dans les heures de travail normales.

L'indemnisation des tâches sera opérée sur base de cette déclaration de créance.

Art. 15. Les frais réels consentis par les bureaux de circonscription et de canton dans l'exercice de leur mission font l'objet d'un remboursement sur base d'une déclaration de créance modèle 13 en annexe, accompagnée de pièces justificatives, adressée à l'administration de la Province de Liège. Ces frais comportent les reproductions de documents, communications par télécopieur, frais d'appels téléphoniques, papeterie, transport des accessoires et autres frais semblables.

Section 4. — Remboursement des frais de déplacement aux membres des bureaux électoraux

Art. 16. § 1^{er}. L'indemnité allouée aux membres des bureaux électoraux à titre de remboursement de leur frais de déplacements est fixée à 0,15 euro par kilomètre parcouru.

§ 2. La déclaration de créance établie conformément au modèle 9 annexé au présent arrêté est adressée à l'administration de la Province de Liège dans les trois mois de l'élection.

Section 5. — Couverture des risques résultant des accidents susceptibles de survenir aux membres des bureaux électoraux

Art. 17. § 1^{er}. La Province de Liège souscrit auprès d'une compagnie d'assurance une police destinée à garantir les dommages corporels résultant des accidents susceptibles de survenir aux membres des bureaux électoraux, lors des élections, tant dans l'exercice de leurs fonctions que sur le trajet aller-retour de leur domicile au lieu de réunion de leur bureau.

§ 2. Cette police d'assurance couvre les dommages corporels résultant des accidents dont sont victimes les membres des bureaux électoraux durant l'exécution de leur mission ou sur le chemin aller-retour de leur domicile au lieu de réunion de leur bureau.

§ 3. Elle couvre également la responsabilité civile résultant des dommages causés par leur fait ou leur faute à des tiers dans l'exercice de leur mission ou sur le chemin aller-retour de leur domicile au lieu de réunion de leur bureau.

Les assurés sont considérés comme tiers entre eux.

§ 4. La notion de chemin aller-retour du domicile de l'assuré au lieu de réunion de son bureau est déterminée par référence à l'article 8 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail.

Art. 18. § 1^{er}. Par assurés, il faut entendre :

1° les membres des bureaux centraux d'arrondissement, des bureaux principaux provinciaux, des bureaux de district, de canton et communaux ainsi que des bureaux de vote, à l'exclusion des témoins mais y compris les assesseurs suppléants convoqués expressément par le président du bureau pour lequel ils ont été désignés;

2° pour la couverture du risque visé à l'article 17, § 2, les personnes visées au 1^o ainsi que les agents de la Région wallonne et de la Communauté germanophone désignés par le Gouvernement wallon ou le Gouvernement de la Communauté germanophone pour collaborer à l'organisation des élections.

§ 2. Les membres des bureaux électoraux qui sont soumis au régime institué par la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, sont exclus de la garantie visée au paragraphe 1^{er}.

En cas d'existence d'une ou de plusieurs assurances s'appliquant en tout ou en partie aux mêmes risques que ceux couverts par le présent article, la police d'assurance visée au paragraphe 2 n'a effet qu'à titre supplétif, après épuisement des dites assurances.

Art. 19. § 1^{er}. La police d'assurance prend effet, selon les catégories de bureaux électoraux qui doivent être constitués, aux dates fixées pour leur première réunion par le Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Elle expire à la date à laquelle ces bureaux ont accompli l'ensemble de leurs opérations.

§ 2. La prime versée à l'assureur par application de la convention d'assurance fait l'objet d'une ristourne qui s'élève à la moitié de la différence entre quatre-vingt-cinq pour cent du montant de la prime et le montant des dépenses.

Par dépenses, il faut entendre les montants payés pour sinistre de même que les réserves pour sinistre restant éventuellement à régler.

CHAPITRE V. — *Prix des copies de la liste indiquant la composition des bureaux de vote*

Art. 20. § 1^{er}. Conformément à l'article L4125-5, § 7, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le président du bureau communal transmet aux présidents des bureaux de vote, au président du bureau de district et de canton et au collège des bourgmestre et échevins le tableau reprenant la composition du bureau communal, ainsi que des bureaux de vote. Ce tableau est établi conformément aux modèles 14 et 15 annexés.

Le collège des bourgmestre et échevins assure par voie d'affichage la consultation par le public du tableau qu'il a reçu.

§ 2. La délivrance de ces copies se fait contre paiement :

1° de la somme de 1,50 euros par exemplaire, dans les communes ou les cantons comptant moins de 25.000 électeurs inscrits;

2° de la somme de 2 euros par exemplaire, dans les communes ou les cantons comptant 2.000 électeurs inscrits ou plus.

Si le nombre d'électeurs inscrits dans la commune ou le canton n'est pas connu au moment de l'introduction de la demande, le nombre d'électeurs inscrits lors des dernières élections servira de référence.

CHAPITRE VI. — *Isoloir et matériel électoral*

Art. 21. Dans chaque local de vote, les isoloirs sont aménagés et disposés de manière que chaque électeur soit soustrait à la vue et puisse procéder au vote sans intervention ni interruption.

§ 2. Les principes auxquels se conforment les isoloirs sont les suivants :

1° la hauteur de l'isoloir doit être suffisante pour empêcher les électeurs qui se trouvent dans des isoloirs contigus de voir le vote de leur voisin;

2° le plateau intérieur est assez large et profond pour que l'ordinateur de vote puisse y être installé.

§ 3. La conception de l'isoloir répond aux exigences suivantes :

1° une cloison dorsale d'environ 210 centimètres de hauteur;

2° deux cloisons latérales de la même hauteur;

3° une tablette réglable servant de pupitre;

4° une barre en acier pour une tenture;

5° une tenture.

Art. 22. § 1^{er}. L'isoloir adapté répond aux exigences suivantes :

1° la face supérieure de la tablette doit être placée à une hauteur de 80 cm au plus, avoir une largeur d'1 m et une profondeur de 60 cm;

2° l'espace sous la tablette doit rester libre afin de permettre le bon positionnement des personnes en chaise roulante.

§ 2. L'isoloir adapté est installé au rez-de-chaussée, dans un local de vote ou à proximité, et de manière à permettre une circulation aisée des électeurs nécessitant une assistance et qui souhaitent en faire l'usage. Toutes les ruptures de niveau au rez-de-chaussée sont pourvues d'un plan incliné provisoire ou non, assurant la circulation aisée tout en garantissant la sécurité des passants.

§ 3. Les collèges communaux convoquent les électeurs nécessitant une assistance dans les bâtiments de leur commune les mieux adaptés à leurs besoins.

CHAPITRE VII. — *Disposition finale*

Art. 23. La Ministre des Pouvoirs locaux est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 juin 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

Modèle 1. — Lettre de convocation à utiliser pour les élections des conseils provinciaux et communaux et destinée aux électeurs belges

.....

Code SNCB : (1)

LE VOTE EST OBLIGATOIRE	N° POSTAL COMMUNE DE/ VILLE DE	DISTRICT ELECTORAL DE	PROVINCE
----------------------------	--------------------------------------	--------------------------	----------

ELECTIONS DU 14 OCTOBRE 2018 POUR LE RENOUVELLEMENT DU
CONSEIL PROVINCIAL ET DU CONSEIL COMMUNAL.
LOI ELECTORALE
LETTRE DE CONVOCATION

NOM, PRENOMS, SEXE (2) RESIDENCE PRINCIPALE

N° registre des électeurs :

Nous vous prions de vous rendre le DIMANCHE 14 octobre 2018, entre 8 heures et 15 heures, munie(e) de la présente lettre de convocation et de votre carte d'identité, dans le local indiqué où se trouve votre bureau de vote pour procéder à l'élection de :

..... conseillers provinciaux (3) et..... conseillers communaux (3)

Local :	Bureau n° :
Adresse :	

Pour le collège des bourgmestre et échevins :

Le directeur général, Le bourgmestre

N.B. :

1. A partir du septante-cinquième jour suivant les élections communales, provinciales et de secteur, un exemplaire du rapport du président du tribunal de première instance de Namur sur les dépenses de propagande électorale engagées par les partis politiques est déposé pendant quinze jours au greffe du tribunal de première instance de Namur, où il peut être consulté par tous les candidats et les électeurs inscrits sur le registre des électeurs, sur présentation de leur convocation au scrutin.

2. A partir du trente et unième jour, après les élections, les déclarations de dépenses électorales des candidats peuvent être consultées au greffe du tribunal de première instance, pendant quinze jours, par tous les électeurs de la circonscription électorale concernée sur présentation de leur convocation au scrutin.

Les déclarations de dépenses électorales sont conservées au greffe du tribunal de première instance jusqu'au cent vingt et unième jour qui suit les élections.

Si une plainte, telle que prévue à l'article L4131-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (4), ou une réclamation, telle que prévue à l'article L4146-25 du code, est introduite dans les cent vingt jours qui suivent la date des élections, la déclaration de dépenses électorales du candidat concerné par la plainte est envoyée, à leur demande, au procureur du Roi saisi ou à la Commission régionale de contrôle. Si aucune plainte, telle que prévue à l'article L4131-6 du code, ni aucune réclamation, telle que prévue à l'article L4146-25 du code, ne sont déposées dans le délai prévu à l'alinéa précédent, les documents concernés peuvent être retirés par les candidats.

3. Les électeurs ne résidant plus, au jour de l'élection, dans la commune où ils sont inscrits comme électeur, ont droit au remboursement de leurs frais de déplacement aux conditions fixées par le gouvernement.

A reproduire au verso de la convocation :

- les instructions pour l'électeur;

- le texte de l'article L4132-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (4)

(1) Reproduire ici le code SNCB avec tous les numéros en vue du remboursement à cette société des frais résultant des déplacements effectués par les électeurs ci-dessus visés sous 1 qui, pour se rendre dans la commune où ils sont inscrits comme électeur, font usage des lignes de la SNCB :

Province du Brabant wallon : Code SNCB : 098

Numéro d'organisme : 099020

Numéro du réquisitoire : E000001

Province de Hainaut : Code SNCB : 098

Numéro d'organisme : 099121

Numéro du réquisitoire : E000001

Province de Liège : Code SNCB : 098

Numéro d'organisme : 099222

Numéro du réquisitoire : E000001

Province de Luxembourg : Code SNCB : 098

Numéro d'organisme : 099424

Numéro du réquisitoire : E000001

Province de Namur : Code SNCB : 098

Numéro d'organisme : 099525

Numéro du réquisitoire : E000001

(2) Faire précéder le nom de « M. » pour un électeur masculin et de « Mme » pour un électeur féminin.

(3) Indiquer le nombre de membres à élire.

(4) Tel qu'il est applicable en vertu de l'accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juin 2018 relatif aux opérations électorales en vue des élections communales et provinciales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

Namur, le 7 juin 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

*Modèle 2. — Lettre de convocation à utiliser pour l'élection des conseils communaux
et destinée aux électeurs européens et extra-européens*

Code SNCB : (1)

LE VOTE EST OBLIGATOIRE	N° POSTAL COMMUNE DE/ VILLE DE	DISTRICT ELECTORAL DE	PROVINCE
----------------------------	--------------------------------------	--------------------------	----------

ELECTION DU 14 OCTOBRE 2018 POUR LE RENOUVELLEMENT DU CONSEIL COMMUNAL.

NOM, PRENOMS, SEXE (2)
RESIDENCE PRINCIPALE

LOI ELECTORALE
LETTRE DE CONVOCATION

N° registre des électeurs :

Nous vous prions de nous rendre le DIMANCHE 14 octobre 2018 entre 8 heures et 15 heures, munie(e) de la présente lettre de convocation et de votre carte d'identité, dans le local indiqué où se trouve votre bureau de vote pour procéder à l'élection de :

..... conseillers communaux (3)

Local :	Bureau n° :
Adresse :	

Pour le collège des bourgmestre et échevins :

Le directeur général, Le bourgmestre

N.B. :

1. A partir du septante-cinquième jour suivant les élections communales, provinciales et de secteur, un exemplaire du rapport du président du tribunal de première instance de Namur sur les dépenses de propagande électorale engagées par les partis politiques est déposé pendant quinze jours au greffe du tribunal de première instance de Namur, où il peut être consulté par tous les candidats et les électeurs inscrits sur le registre des électeurs, sur présentation de leur convocation au scrutin.

2. A partir du trente et unième jour, après les élections, les déclarations de dépenses électorales des candidats peuvent être consultées au greffe du tribunal de première instance, pendant quinze jours, par tous les électeurs de la circonscription électorale concernée sur présentation de leur convocation au scrutin.

Les déclarations de dépenses électorales sont conservées au greffe du tribunal de première instance jusqu'au cent vingt et unième jour qui suit les élections.

Si une plainte, telle que prévue à l'article L4131-6 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (4), ou une réclamation, telle que prévue à l'article L4146-25 du code, est introduite dans les cent vingt jours qui suivent la date des élections, la déclaration de dépenses électorales du candidat concerné par la plainte est envoyée, à leur demande, au procureur du Roi saisi ou à la Commission régionale de contrôle. Si aucune plainte, telle que prévue à l'article L4131-6 du code, ni aucune réclamation, telle que prévue à l'article L4146-25 du code, ne sont déposées dans le délai prévu à l'alinéa précédent, les documents concernés peuvent être retirés par les candidats.

3. Les électeurs ne résidant plus, au jour de l'élection, dans la commune où ils sont inscrits comme électeur, ont droit au remboursement de leurs frais de déplacement aux conditions fixées par le gouvernement.

A reproduire au verso de la convocation :

- les instructions pour l'électeur;
- le texte de l'article L4132-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (4)

(1) Reproduire ici le code SNCB avec tous les numéros en vue du remboursement à cette société des frais résultant des déplacements effectués par les électeurs ci-dessus visés sous 1 qui, pour se rendre dans la commune où ils sont inscrits comme électeur, font usage des lignes de la SNCB :

Province du Brabant wallon : Code SNCB : 098

Numéro d'organisme : 099020

Numéro du réquisitoire : E000001

Province de Hainaut : Code SNCB : 098

Numéro d'organisme : 099121

Numéro du réquisitoire : E000001

Province de Liège : Code SNCB : 098

Numéro d'organisme : 099222

Numéro du réquisitoire : E000001

Province de Luxembourg : Code SNCB : 098

Numéro d'organisme : 099424

Numéro du réquisitoire : E000001

Province de Namur : Code SNCB : 098

Numéro d'organisme : 099525

Numéro du réquisitoire : E000001

(2) Faire précéder le nom de « M. » pour un électeur masculin et de « Mme » pour un électeur féminin.

(3) Indiquer le nombre de membres à élire.

(4) Tel qu'il est applicable en vertu de l'accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juin 2018 relatif aux opérations électorales en vue des élections communales et provinciales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

Namur, le 7 juin 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

*Modèle 3. — Formulaire de procuration***Elections communales et provinciales du 14 octobre 2018**

Le..... 20....

Annexe : un certificat

Eventuellement un acte de notoriété

Je soussigné(e)..... (nom et prénoms), Né(e)

le....., Résidant à.....

rue..... n°.... bte.... N° d'identification au Registre National des personnes physiques :

..... Inscrit(e) comme électeur(rice) dans la commune de.....

Donne procuration à..... (nom et prénoms) Né(e)

le....., Résidant à.....

rue..... n°.... bte.... pour voter en mon nom et pour mon compte aux élections

du 14 octobre 2018.

Pour la raison suivante (1) :

 Je suis, pour cause de maladie ou d'infirmité de moi-même, d'un parent ou allié ou d'un cohabitant, dans l'incapacité de me rendre au bureau de vote ou d'y être transporté. Je joins un certificat médical. Je suis, pour des raisons professionnelles ou de service:a) retenu à l'étranger, de même que les électeurs, membres de ma famille ou de ma suite, qui résident avec moi;
b) me trouvant dans le Royaume au jour du scrutin, dans l'impossibilité de me présenter au centre de vote.

Je joins un certificat délivré par l'autorité militaire ou civile ou par l'employeur dont je dépends.

 Je suis un indépendant, l'impossibilité visée sous a) et b) est attestée par une déclaration sur l'honneur préalable que j'effectue auprès de mon administration communale. J'exerce la profession de batelier, de marchand ambulant ou de forain (les membres de ma famille habitant avec moi peuvent de même donner procuration). Je joins un certificat du bourgmestre de la commune où je suis inscrit au registre de population. Je me trouve, au jour du scrutin, dans une situation privative de liberté par suite d'une mesure judiciaire. Cet état est attesté par la direction de l'établissement où séjourne l'intéressé. En raison de mes convictions religieuses, je me trouve dans l'impossibilité de me présenter au centre de vote. Je joins une attestation délivrée par les autorités religieuses. Je suis étudiant(e) et, pour des motifs d'étude, me trouve dans l'impossibilité de me présenter au centre de vote. Je joins un certificat de la direction de l'établissement que je fréquente. Je serai, pour des raisons autres que celles mentionnées ci-dessus, absent de son domicile le jour du scrutin en raison d'un séjour temporaire à l'étranger, et me trouverai dès lors dans l'impossibilité de me présenter au centre de vote. Je joins un certificat de l'organisation de voyages ou un certificat délivré par le bourgmestre de mon domicile.

Le mandataire, s'il est candidat, atteste sur l'honneur (2) :

 soit se porter mandataire auprès de son conjoint ou cohabitant légal, d'un parent ou allié ayant fixé sa résidence principale à son domicile; soit se porter mandataire auprès d'un parent ou allié n'ayant pas fixé sa résidence principale à son domicile mais dont le lien de parenté est établi jusqu'au troisième degré.

Fait à....., le.....

Le mandant, Le mandataire, (signature) (signature)

(3) Je soussigné, bourgmestre de la commune de..... atteste par la présente que le mandant et le mandataire précités y sont tous deux inscrits au registre de la population et que M..... (nom du mandataire) est le/la..... (indiquer ici le lien de parenté ou d'alliance) de M..... (nom du mandant).

Sceau de la commune (signature du bourgmestre)

(4) Je soussigné, bourgmestre de la commune de..... atteste par la présente que M..... (nom du mandataire) y est inscrit au registre de la population et certifie, sur le vu de l'acte de notoriété qui m'a été présenté, que le précité est le/la..... (indiquer ici le lien de parenté ou d'alliance) de M..... (nom du mandant).

Sceau de la commune (signature du bourgmestre)

(1) cocher la case adéquate

(2) cocher la case adéquate

(3) Cette rubrique est à compléter par le bourgmestre de la commune au registre de la population de laquelle le mandant et le mandataire sont tous deux inscrits.

(4) Cette rubrique est à compléter par le bourgmestre de la commune au registre de la population de laquelle le mandataire est inscrit, lorsque le mandant a sa résidence principale dans une autre commune.

Remarque : Aucune des rubriques (3) et (4) n'est à compléter lorsque le mandant se trouve dans l'impossibilité de se présenter au bureau de vote en raison de ses convictions religieuses et est à même de produire à cet effet une attestation émanant des autorités religieuses dont il relève.

Extraits du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (1)**Art. L4132-1 § 1^{er}.** Peut mandater un autre électeur pour voter en son nom et pour son compte:1^o l'électeur qui, pour cause de maladie ou d'infirmité de lui-même, d'un parent ou allié ou d'un cohabitant, est dans l'incapacité de se rendre au bureau de vote ou d'y être transporté. Cette incapacité est attestée par certificat médical. Les médecins qui sont présentés comme candidats à l'élection ne peuvent délivrer un tel certificat.2^o l'électeur qui, pour des raisons professionnelles ou de service:

a) est retenu à l'étranger, de même que les électeurs, membres de sa famille ou de sa suite, qui résident avec lui;

b) se trouvant dans le Royaume au jour du scrutin, est dans l'impossibilité de se présenter au centre de vote.

L'impossibilité visée sous *a)* et *b)* est attestée par un certificat délivré par l'autorité militaire ou civile ou par l'employeur dont l'intéressé dépend.

Si l'intéressé est un indépendant, l'impossibilité visée sous *a)* et *b)* est attestée par une déclaration sur l'honneur préalable effectuée auprès de l'administration communale.

3° l'électeur qui exerce la profession de batelier, de marchand ambulant ou de forain et les membres de sa famille habitant avec lui.

L'exercice de la profession est attesté par un certificat délivré par le bourgmestre de la commune où l'intéressé est inscrit au registre de la population.

4° l'électeur qui, au jour du scrutin, se trouve dans une situation privative de liberté par suite d'une mesure judiciaire.

Cet état est attesté par la direction de l'établissement où séjourne l'intéressé.

5° l'électeur qui, en raison de ses convictions religieuses, se trouve dans l'impossibilité de se présenter au centre de vote.

Cette impossibilité doit être justifiée par une attestation délivrée par les autorités religieuses.

6° l'étudiant qui, pour des motifs d'étude, se trouve dans l'impossibilité de se présenter au centre de vote, à condition qu'il produise un certificat de la direction de l'établissement qu'il fréquente;

7° l'électeur qui, pour des raisons autres que celles mentionnées ci-dessus, est absent de son domicile le jour du scrutin en raison d'un séjour temporaire à l'étranger, et se trouve dès lors dans l'impossibilité de se présenter au centre de vote.

Le séjour à l'étranger pour une telle raison peut être attesté par un certificat de l'organisation de voyages.

Ce document mentionne le nom de l'électeur qui souhaite mandater un autre électeur pour voter en son nom.

Si l'électeur n'est pas en mesure de se faire délivrer un tel document, l'impossibilité dans laquelle il se trouve de se présenter au bureau de vote le jour du scrutin peut être attestée par un certificat délivré par le bourgmestre de la commune de son domicile sur présentation d'autres pièces justificatives ou d'une déclaration écrite sur l'honneur. Le gouvernement détermine le modèle du certificat à délivrer par le bourgmestre.

La demande doit être introduite auprès du bourgmestre du domicile au plus tard le jour qui précède celui des élections.

§ 2. Tout électeur peut être désigné comme mandataire.

Un candidat peut être désigné mandataire auprès de son conjoint ou cohabitant légal, d'un parent ou allié ayant fixé sa résidence principale à son domicile, à condition d'être lui-même électeur.

Un candidat peut de même être désigné comme mandataire auprès d'un parent ou allié n'ayant pas fixé sa résidence principale à son domicile, pour autant que la parenté soit établie jusqu'au troisième degré.

Si le mandant et le mandataire sont tous deux inscrits au registre de population de la même commune, le bourgmestre de cette commune atteste sur le formulaire de procuration le lien de parenté.

S'ils ne sont pas inscrits dans la même commune, le bourgmestre de la commune où le mandataire est inscrit atteste le lien de parenté sur présentation d'un acte de notoriété.

L'acte de notoriété est joint au formulaire de procuration.

Chaque mandataire ne peut disposer que d'une procuration.

Par dérogation aux alinéas qui précèdent, le mandataire sera désigné librement par le mandant, pour ce qui concerne l'électeur qui, en raison de ses convictions religieuses, est dans l'impossibilité de se présenter au centre de vote.

§ 3. La procuration est rédigée sur un formulaire dont le modèle est fixé par le gouvernement et qui est délivré gratuitement au secrétariat communal.

La procuration mentionne les élections pour lesquelles elle est valable, les nom, prénoms, date de naissance et adresse du mandant et du mandataire et le numéro d'identification au Registre national des personnes physiques du mandant.

Le formulaire de procuration est signé par le mandant et par le mandataire.

§ 4. Peut voter, le mandataire qui remet au président du bureau de vote où le mandant aurait dû voter, la procuration ainsi que l'un des certificats mentionnés au paragraphe 1^{er}, et lui présente sa carte d'identité et sa convocation sur laquelle le président mentionne " a voté par procuration ".

Art. L4143-20 § 6. Pour être reçu à voter, le mandataire remet au président du bureau de vote où le mandant aurait dû voter, la procuration ainsi que l'un des certificats mentionnés à l'article L4132-1 § 1^{er} et lui présente sa carte d'identité et sa convocation sur laquelle le président mentionne " a voté par procuration ".

Les procurations sont jointes au relevé visé à l'article L4143-25 al.1^{er} 2^o du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

(1) Tel qu'il est applicable en vertu de l'accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juin 2018 relatif aux opérations électorales en vue des élections communales et provinciales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

Namur, le 7 juin 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

Modèle 4. — Attestation du bourgmestre - procuration en cas de séjour à l'étranger pour des raisons autres que professionnelles

Elections communales et provinciales du 14 octobre 2018

Le..... 20....

Commune de.....

Je soussigné....., bourgmestre de la commune de....., atteste par la présente, après avoir pris connaissance des justificatifs qui m'ont été soumis, que M./Mme..... (nom et prénoms), résidant n°....., rue..... portant le n°..... d'identification au Registre national des personnes physiques, inscrit(e) comme électeur (rice) sous le numéro....., est dans l'impossibilité de se présenter au bureau de vote en raison d'un séjour temporaire à l'étranger, à savoir en..... (nom du pays)

non motivé par des raisons professionnelles ou de service.

L'intéressé(e), qui a introduit sa demande avant le (date de la demande) remplit dès lors les conditions prévues par l'article L4132-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (1), pour mandater un autre électeur à l'effet de voter en son nom et pour son compte.

Délivré à....., le.....

Bourgmestre

Sceau de la commune (signature)

Extraits du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (1)

Art. L4132-1 § 1^{er}. Peut mandater un autre électeur pour voter en son nom et pour son compte :

(...) 7^o l'électeur qui, pour des raisons autres que celles mentionnées ci-dessus, est absent de son domicile le jour du scrutin en raison d'un séjour temporaire à l'étranger, et se trouve dès lors dans l'impossibilité de se présenter au centre de vote.

Le séjour à l'étranger pour une telle raison peut être attesté par un certificat de l'organisation de voyages.

Ce document mentionne le nom de l'électeur qui souhaite mandater un autre électeur pour voter en son nom.

Si l'électeur n'est pas en mesure de se faire délivrer un tel document, l'impossibilité dans laquelle il se trouve de se présenter au bureau de vote le jour du scrutin peut être attestée par un certificat délivré par le bourgmestre de la commune de son domicile sur présentation d'autres pièces justificatives ou d'une déclaration écrite sur l'honneur. Le gouvernement détermine le modèle du certificat à délivrer par le bourgmestre.

La demande doit être introduite auprès du bourgmestre du domicile au plus tard le jour qui précède celui des élections.

(1)Tel qu'il est applicable en vertu de l'accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juin 2018 relatif aux opérations électorales en vue des élections communales et provinciales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

Namur, le 7 juin 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

Modèle 5. — Demande d'accompagnement

Elections communales et provinciales du 14 octobre 2018

Le..... 20....

Je soussigné(e)..... (nom et prénoms), Né(e) le..... Résidant à..... rue..... n°....., bte..... N° d'identification au Registre national des personnes physiques : Inscrit(e) comme électeur dans la commune de..... Déclare vouloir faire usage de la faculté qui m'est donnée de me faire accompagner, en vue des élections du 14 octobre 2018.

Par M./Mme..... (nom et prénoms)

Né(e) le..... Résidant à..... rue..... n°..... bte..... N° d'identification au Registre national des personnes physiques : Inscrit(e) comme électeur dans la commune de.....;

L'accompagnant, s'il est candidat, atteste sur l'honneur (1) :

- soit se porter accompagnant auprès de son conjoint ou cohabitant légal, d'un parent ou allié ayant fixé sa résidence principale à son domicile;
- soit se porter accompagnant auprès d'un parent ou allié n'ayant pas fixé sa résidence principale à son domicile mais dont le lien de parenté est établi jusqu'au troisième degré.

Signature de l'électeur Signature de l'accompagnant

(1) cocher la case adéquate

Extrait du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (1)

Art. L4133-2 § 1^{er}. L'électeur qui estime avoir besoin de se faire accompagner jusque et dans l'isoloir pour exercer son droit de vote peut introduire une déclaration en ce sens auprès du bourgmestre de son domicile au plus tard la veille du jour de l'élection.

Justifient d'un besoin d'accompagnement :

- 1° les personnes qui connaissent des difficultés dans le domaine du fonctionnement mental ou de l'apprentissage;
- 2° les personnes qui connaissent des difficultés dans le domaine du fonctionnement physique;
- 3° es personnes qui connaissent des difficultés dans le domaine du fonctionnement sensoriel;
- 4° les personnes qui connaissent des difficultés d'ordre psychique;
- 5° les personnes qui connaissent des difficultés suite à une maladie chronique ou dégénérative;
- 6° les personnes dont la langue maternelle n'est pas une des langues prévues à l'article 4 de la Constitution, quand cela a pour conséquence des difficultés de lecture.

§ 2. L'électeur concerné choisit son accompagnant; celui-ci doit toutefois être lui-même électeur. Aucun accompagnant ne peut assister plus d'un électeur.

Un candidat peut être désigné accompagnant auprès de son conjoint ou cohabitant légal, ou d'un parent ou allié ayant fixé sa résidence principale à son domicile, à condition d'être lui-même électeur.

Un candidat peut de même être désigné comme accompagnant auprès d'un parent ou allié n'ayant pas fixé sa résidence principale à son domicile pour autant que la parenté soit établie jusqu'au troisième degré.

§ 3. La déclaration est rédigée sur un formulaire dont le modèle est fixé par le gouvernement et qui est délivré gratuitement au secrétariat communal.

La déclaration mentionne les élections pour lesquelles elle est valable, ainsi que les noms, prénoms, dates de naissance, adresses de l'électeur et de l'accompagnant, et le numéro d'identification au Registre national des personnes physiques de l'électeur.

Le formulaire est signé par l'électeur et l'accompagnant. L'électeur le présente au président du bureau de vote avec sa convocation.

§ 4. Le président du bureau de vote expulse l'accompagnant qui enfreint le prescrit des paragraphes précédents.

(1) Tel qu'il est applicable en vertu de l'accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juin 2018 relatif aux opérations électorales en vue des élections communales et provinciales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

Namur, le 7 juin 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

Modèle 6. — Demande de délivrance d'exemplaires ou copies du registre des électeurs à un parti

Elections communales et provinciales du 14 octobre 2018

Province : District électoral :

Canton électoral : Commune :

Monsieur le Bourgmestre,

Nous soussignés, M./Mme..... électeurs de la commune ou du district, et mandatés par le parti..... nous engageons à présenter une liste de candidats pour les élections communales et/ou provinciales (1) du 14 octobre 2018 dans la circonscription électorale de..... (2) et à respecter les principes démocratiques énoncés notamment par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste pendant la Seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide, ainsi que les droits et libertés garantis par la Constitution.

Nous demandons par conséquent la délivrance de..... copie(s) ou exemplaire(s) du registre des électeurs communaux et/ou provinciaux (3) de votre commune.

Nous souhaitons obtenir les copies ou exemplaire sur support papier/informatique (4) et nous déclarons autoriser M./Mme..... à recevoir ces copies en notre nom.

Nous reconnaissons avoir pris connaissance des interdictions prévues par le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et reproduites au verso du présent document, et nous nous engageons à nous y conformer.

A....., le.....

Signature(s),

(1) Biffer les mentions non-applicables

(2) Indiquer le nom de la commune pour les élections communales et du district pour les élections provinciales.

(3) Biffer les mentions non-applicables

(4) Biffer les mentions non-applicables

Extraits du Code de la démocratie et de la décentralisation (1)

Art. L4122-5 § 1^{er}. Dès que le registre visé à l'article précédent est établi, le collège des bourgmestre et échevins, ou le fonctionnaire communal désigné par lui, est tenu d'en délivrer des exemplaires ou copies aux personnes mandatées, par un parti politique qui s'engage par écrit et dans un document commun à présenter une liste de candidats aux élections dans la commune et à respecter les principes démocratiques énoncés notamment par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste

pendant la Seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide, ainsi que les droits et libertés garantis par la Constitution.

Les demandes doivent être effectuées par lettre recommandée adressée au bourgmestre.

Les exemplaires sont délivrés sur support papier et sur support informatique exploitable dont le format est arrêté par le gouvernement.

§ 2. Chaque parti politique visé au § 1 peut obtenir deux exemplaires ou copies de ce registre à titre gratuit, sur support papier ou sur le support informatisé visé au § 1^{er}, au choix du parti, pour autant qu'il dépose une liste de candidats aux élections dans la commune.

La délivrance d'exemplaires ou de copies supplémentaires est faite contre paiement du prix coûtant à déterminer par le collège des bourgmestres et échevins.

Si le parti ne présente pas de liste de candidats, il ne peut plus faire usage du registre des électeurs, fût-ce à des fins électorales, sous peine des sanctions pénales édictées à l'article L4122-34 du présent code.

(...)

§ 6. Le collège des bourgmestres et échevins ne peut délivrer des exemplaires ou copies du registre des électeurs à d'autres personnes que celles qui en ont fait la demande conformément aux §§ 1, 3 et 4 sous peine des sanctions prévues à l'article L4122-34. Les personnes qui ont reçu ces exemplaires ou copies ne peuvent à leur tour les communiquer à des tiers.

Les exemplaires ou copies du registre des électeurs délivrés en application du présent article ne peuvent être utilisés qu'à des fins électorales, y compris en dehors de la période se situant entre la date de délivrance du registre et la date de l'élection, sous peine des sanctions pénales édictées à l'article L4122-34 du présent code.

Les exemplaires ou copies du registre des électeurs délivrés en application du présent article ne peuvent faire mention de leur numéro d'identification au Registre national des personnes physiques.

Art. L4122-34 § 1^{er}. Est puni d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans et d'une amende de cinquante à cinq cents euros ou d'une de ces peines seulement, celui qui en qualité d'auteur, de coauteur ou de complice aura, en violation de l'article L4122-5, § 6, soit délivré des exemplaires ou copies du registre des électeurs à des personnes non habilitées à les recevoir, soit communiqué ces exemplaires à des tiers après les avoir régulièrement reçus, soit fait usage des données du registre des électeurs à des fins autres qu'électorales.

§ 2. Les peines encourues par les complices des infractions visées au § 1^{er} n'excéderont pas les deux tiers de celles qui leur seraient appliquées s'ils étaient l'auteur de ces infractions.

(1) Tel qu'il est applicable en vertu de l'accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juin 2018 relatif aux opérations électorales en vue des élections communales et provinciales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

Namur, le 7 juin 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

*Modèle 7. — Demande de délivrance d'exemplaires ou copies du registre des électeurs à un candidat
Elections communales et provinciales du 14 octobre 2018*

Province : District électoral :

Canton électoral : Commune :

Monsieur le Bourgmestre,

Je soussigné, M/Mme..... candidat à l'élection communale et/ou provinciale (1) dans la circonscription de..... (2), demande la délivrance de..... copie(s) ou exemplaire(s) du registre des électeurs communaux et/ou provinciaux (3) de votre commune.

Je m'engage à respecter les principes démocratiques énoncés notamment par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste pendant la Seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide, ainsi que les droits et libertés garantis par la Constitution.

Je souhaite obtenir ces copies ou exemplaire sur support papier/informatique (4).

Je reconnaissais avoir pris connaissance des interdictions prévues par le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et reproduites au verso du présent document, et je m'engage à m'y conformer.

A....., le.....

Signature,

(1) Biffer les mentions non-applicables

(2) Indiquer le nom de la commune pour les élections communales et du district pour les élections provinciales.

(3) Biffer les mentions non-applicables

(4) Biffer les mentions non-applicables

Extraits du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (1)

Art. L4122-5 § 1^{er}. Dès que le registre visé à l'article précédent est établi, le collège des bourgmestre et échevins, ou le fonctionnaire communal désigné par lui, est tenu d'en délivrer des exemplaires ou copies aux personnes mandatées, par un parti politique qui s'engage par écrit et dans un document commun à présenter une liste de candidats aux élections dans la commune et à respecter les principes démocratiques énoncés notamment par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste pendant la Seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide, ainsi que les droits et libertés garantis par la Constitution.

Les demandes doivent être effectuées par lettre recommandée adressée au bourgmestre.

Les exemplaires sont délivrés sur support papier et sur support informatique exploitable dont le format est arrêté par le gouvernement.

(...)

§ 3. Toute personne figurant comme candidat sur un acte de présentation déposé en vue de l'élection peut obtenir, contre paiement du prix coûtant, des exemplaires ou copies du registre des électeurs, sur support papier et sur le support informatique visé au § 1^{er}, pour autant qu'elle en ait fait la demande par lettre recommandée au Bourgmestre et qu'elle s'engage à respecter les principes démocratiques énoncés notamment par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste pendant la Seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide, ainsi que les droits et libertés garantis par la Constitution.

Le collège des bourgmestre et échevins vérifie, au moment de la délivrance, que l'intéressé est présenté comme candidat à l'élection.

Si le demandeur est ultérieurement rayé de la liste des candidats, il ne peut plus faire usage du registre des électeurs, sous peine des sanctions pénales édictées à l'article L4122-34 du présent code.

(...)

§ 6. Le collège des bourgmestre et échevins ne peut délivrer des exemplaires ou copies du registre des électeurs à d'autres personnes que celles qui en ont fait la demande conformément aux §§ 1, 3 et 4 sous peine des sanctions prévues à l'article L4122-34. Les personnes qui ont reçu ces exemplaires ou copies ne peuvent à leur tour les communiquer à des tiers.

Les exemplaires ou copies du registre des électeurs délivrés en application du présent article ne peuvent être utilisés qu'à des fins électorales, y compris en dehors de la période se situant entre la date de délivrance du registre et la date de l'élection, sous peine des sanctions pénales édictées à l'article L4122-34 du présent code.

Les exemplaires ou copies du registre des électeurs délivrés en application du présent article ne peuvent faire mention de leur numéro d'identification au Registre national des personnes physiques.

Art. L4122-34 § 1^{er}. Est puni d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans et d'une amende de cinquante à cinq cents euros ou d'une de ces peines seulement, celui qui en qualité d'auteur, de coauteur ou de complice aura, en violation de l'article L4122-5, § 6, soit délivré des exemplaires ou copies du registre des électeurs à des personnes non habilitées à les recevoir, soit communiqué ces exemplaires à des tiers après les avoir régulièrement reçus, soit fait usage des données du registre des électeurs à des fins autres qu'électorales.

§ 2. Les peines encourues par les complices des infractions visées au § 1^{er} n'excéderont pas les deux tiers de celles qui leur seraient appliquées s'ils étaient l'auteur de ces infractions.

(1) Tel qu'il est applicable en vertu de l'accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juin 2018 relatif aux opérations électorales en vue des élections communales et provinciales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

Namur, le 7 juin 2018.

Pour le Gouvernement,

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

Élections communales et provinciales du 14 octobre 2018

Province :

Canton électoral :

Commune :

Bureau de vote/de dépouillement n°

Date de la séance :

Liste en vue du paiement, par virement bancaire, des jetons de présence aux membres du bureau électoral

Lisez attentivement les instructions en bas de page avant de remplir ce formulaire.	Les soussignés, président, secrétaire et assesseurs du bureau électoral susmentionné, déclarent que les données figurant ci-dessous sont exactes.
-------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

NUMERO DE REGISTRE NATIONAL (1)	NOM ET PRENOMS (2) ET FONCTION (3)	NUMERO DE COMPTE												MONTANT (EUR)	SIGNATURE
		P	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
-	A	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
-	A	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
-	A	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Total Personnes :														Montant total : EUR	

Le président de ce bureau électoral confirme la présence des personnes dont les noms figurent sur cette liste (téléphone du Président : /).

Signature des membres du bureau électoral,

Le secrétaire,

Les assesseurs,

Le Président,

(1) Ce numéro est renseigné au verso de la carte d'identité.

(2) Les nom et prénom sont précédés de la mention: Madame (M^{me}) ou Monsieur (M.).

(3) En ce qui concerne la fonction, il y a lieu de lire comme suit: P pour le président, A pour les assesseurs et S pour le secrétaire.

Instructions à suivre

1. Pour permettre un paiement rapide, les membres du bureau mentionnent de façon claire et précise leurs COORDONNEES, spécialement leur NUMERO DE COMPTE.
2. Ce document est à établir en DOUBLE exemplaire :
 - le premier est à remettre le JOUR DU SCRUTIN au président du bureau de canton A qui le remettra, le LUNDI MATIN suivant les élections, au percepteur des postes;
 - le second est à CONSERVER par le président du bureau.
3. Le numéro de registre national permet l'inscription au dossier population des membres du bureau électoral du nombre de fois où ils ont siégés en une telle qualité.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juin 2018 relatif aux opérations électorales en vue des élections communales et provinciales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

Namur, le 7 juin 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

Modèle 9. — Remboursement des frais de déplacement des membres du bureau électoral

Elections communales et provinciales du 14 octobre 2018

Province : Canton électoral :

Commune : Bureau de vote n°.....

A transmettre à..... (adresse de l'administration provinciale)

POUR PERMETTRE UN PAIEMENT RAPIDE, MENTIONNEZ VOS COORDONNÉES DE FAÇON CLAIRE ET COMPLÈTE ! VERIFIEZ VOTRE NUMERO DE COMPTE !

Le (la) soussigné(e) :

M./Mme : Tél. ou GSM n°.....

--	--	--

Adresse

Code postal

Commune

							-							-						-				
--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--

Fonction
au sein du bureau

Numéro de compte
(Le compte doit correspondre au nom indiqué)

Déclare qu'il lui est dû le remboursement des frais de déplacement effectué pour les élections entre les communes suivantes :

--	--

Départ (commune où se situe
le bureau électoral de l'intéressé(e))

Destination

Nombre de kilomètres parcourus	Nombre de déplacements	Raison des déplacements
A rembourser :		
..... km x 0,15 €, soit un montant total de		€
Total		

La somme est à verser au compte indiqué ci-dessus.

Cette déclaration de créance doit être transmise au plus tard le 14 janvier 2019 à l'adresse de l'administration provinciale mentionnée ci-dessus.

Fait à....., le.....

Signature du président du bureau Signature de l'intéressé(e)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juin 2018 relatif aux opérations électorales en vue des élections communales et provinciales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

Namur, le 7 juin 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

Modèle 10. — Remboursement des frais de déplacement des électeurs

Elections communales et provinciales du 14 octobre 2018

A transmettre à..... (adresse de l'administration provinciale)

POUR PERMETTRE UN PAIEMENT RAPIDE, MENTIONNEZ VOS COORDONNÉES DE FAÇON CLAIRE ET COMPLÈTE ! VERIFIEZ VOTRE NUMERO DE COMPTE !

Le (la) soussigné(e) :

M./Mme : Tél. ou GSM n°.....

--	--	--

Adresse

Code postal

Commune

				-							-					-			
--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	---	--	--	--

Numéro de compte (Le compte doit correspondre au nom indiqué)

Déclare qu'il lui est dû le remboursement des frais de déplacement effectué pour les élections entre les communes suivantes :

--	--

Départ (commune où se situe
le bureau électoral de l'intéressé(e))

Destination

pour lui-même et les personnes suivantes, membres de la famille, également électeurs, au nombre de
M./Mme : M./Mme :

M./Mme : M./Mme :

M./Mme : M./Mme :

Motif du déplacement :

- Changement de résidence.
- Salariés ou appointés exerçant leur profession à l'étranger ou dans une autre commune que celle où ils doivent voter, ainsi que les membres de leur famille.
- Etudiants séjournant, en raison de leurs études, dans une commune autre que celles où ils doivent voter.
- Séjour dans un établissement hospitalier ou dans une maison de santé située dans une autre commune que celle où l'électeur doit voter.

A rembourser :

..... km x 0,15 €, soit un montant total de

	€
--	---

Total

La somme est à verser au compte indiqué ci-dessus.

Cette déclaration de créance doit être transmise au plus tard le 14 janvier 2019 à l'adresse de l'administration provinciale mentionnée ci-dessus.

Fait à....., le.....

Signature de l'intéressé(e)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juin 2018 relatif aux opérations électorales en vue des élections communales et provinciales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

Namur, le 7 juin 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

Modèle 11. — Déclaration de créance concernant les indemnités pour prestations exceptionnelles particulières des membres des bureaux de circonscription et de canton

Elections communales et provinciales du 14 octobre 2018

Province : Canton électoral :

Commune : Bureau communal / de district / de canton

(Biffer la mention inutile)

Transmis à l'administration provinciale du ressort du bureau de circonscription ou de canton, le..... 20....

POUR PERMETTRE UN PAIEMENT RAPIDE, MENTIONNEZ VOS COORDONNÉES DE FAÇON CLAIRE ET COMPLÈTE ! VERIFIEZ VOTRE NUMERO DE COMPTE !

Le (la) soussigné(e) :

M./Mme : Tél. ou GSM n°.....

--	--	--

Adresse

Code postal

Commune

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Numéro de compte (Le compte doit correspondre au nom indiqué)

Déclare avoir effectué les prestations suivantes :

1. Envoi des courriers, relevés et tableaux exigés par le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, y compris l'expédition des procès-verbaux

OUI NON

Durée..... heures.

2. Désignation des membres des bureaux

OUI NON

Durée..... heures.

3. Investigations quant à l'éligibilité des candidats

OUI NON

Durée..... heures.

4. Encodage numérique des listes et leur transmission

OUI NON

Durée..... heures.

5. Correction des doubles candidatures suite à la vérification par le Gouvernement

OUI NON

Durée..... heures.

6. Rédaction et envoi du rapport d'impression

OUI NON

Durée..... heures.

7. Communication de la liste officielle des candidats aux candidats et aux déposants qui le demandent

OUI NON

				-					-					-				
--	--	--	--	---	--	--	--	--	---	--	--	--	--	---	--	--	--	--

Montant

Numéro de compte
(Le compte doit correspondre au nom indiqué)

Signature

Déclare qu'il m'est dû le remboursement de frais réels, pour le montant global spécifié ci-dessus, et afférents aux tâches suivantes :

1. Reproduction de documents : oui / non, pour un montant de..... euros;
2. Communications par télécopieur : oui / non, pour un montant de..... euros;
3. Appels téléphoniques : oui / non, pour un montant de..... euros;
4. Papeterie : oui / non, pour un montant de..... euros;
5. Transport des accessoires : oui / non, pour un montant de..... euros;
6. Autres frais semblables : oui / non, pour un montant de..... euros.

Origine et justification de ces frais :

.....
Je joins à la présente, pour chacun des frais visés ci-dessus, les pièces justificatives éventuelles.

Le président du bureau électoral atteste de l'exactitude de cette déclaration.

Certifié sincère et complet

Le Président, Le déclarant,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juin 2018 relatif aux opérations électorales en vue des élections communales et provinciales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

Namur, le 7 juin 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

Modèle 14. — Tableau de composition du bureau de canton

Elections communales et provinciales du 14 octobre 2018

Province : District électoral :

Canton électoral : Commune :

Le Président du Bureau de Canton atteste que le Bureau de Canton est composé comme suit :

	Nom et Prénom	Date de naissance	Profession et niveau	Numéro du registre national	Résidence principale et adresse complète
Président					
Secrétaire					
Assesseurs					
Assesseur suppléant					
Assesseur suppléant					

Assesseur suppléant					
Assesseur suppléant					

A....., le.....

Le Président du Bureau de Canton,

Extraits du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (1)

Art. L4125-7 § 1^{er}. Le bureau de canton est établi au chef-lieu du canton et se compose d'un président, de quatre assesseurs, de quatre assesseurs suppléants choisis par son président parmi les électeurs de la commune chef-lieu du canton et d'un secrétaire nommé conformément aux dispositions de l'article L4125-15.

§ 2. Il est présidé :

1° par le président du tribunal de première instance ou son suppléant dans le chef-lieu du canton électoral coïncidant avec le chef-lieu d'arrondissement judiciaire;

2° par le juge de paix dans le chef-lieu du canton électoral coïncidant avec le chef-lieu d'un canton judiciaire;

3° par le juge de paix ou son suppléant du canton judiciaire dans lequel est situé le chef-lieu du canton électoral dans tous les autres cas.

Dans le cas où la présidence du bureau de canton ne peut être assurée par un magistrat, le président du bureau de district désigne le président de ce bureau parmi les électeurs du district en respectant l'ordre prévu à l'article L4125-3 § 2.

Le président du bureau de district communique immédiatement au Gouvernement l'identité et les coordonnées de contact des présidents désignés.

Art. L4125-5 § 1^{er}. Le 15 septembre au plus tard, le président du bureau communal désigne les présidents des bureaux de vote et de dépouillement communal, ainsi que les assesseurs et assesseurs suppléants du dépouillement communal parmi les électeurs de la commune les moins âgés, ayant le jour de l'élection au moins dix-huit ans, dans l'ordre déterminé par l'article L4125-3 § 2.

[Pour les désignations d'assesseurs et assesseurs suppléants, il est également tenu compte de la liste des volontaires dont question à l'article L4122-7, § 1^{er}.] (2)

§ 2. A la même date, il désigne les assesseurs des bureaux de vote parmi les électeurs de la commune les moins âgés, ayant le jour de l'élection au moins dix-huit ans, et remplissant les conditions prévues à l'article L4125-3, § 2, auxquels il faut ajouter les personnes titulaires d'une fonction de niveau C relevant de la Région wallonne ou équivalente dans les administrations et organismes prévus au 6^e de ce même paragraphe ou qui exercent ailleurs une fonction équivalente [ainsi que la liste des volontaires prévue à l'article L4122-7, § 1^{er}.] (2)

§ 3. Les présidents, assesseurs et assesseurs suppléants des bureaux de vote et de dépouillement sont désignés parmi les électeurs figurant sur les relevés prévus à l'article L4122-7 § 1, 1^o et 2^o.

(...)

§ 7. Il transmet aussitôt aux présidents des bureaux de vote et de dépouillement communal, au président du bureau de district et de canton et au collège des bourgmestre et échevins le tableau reprenant la composition du bureau communal, des bureaux de vote ainsi que des bureaux de dépouillement communal.

Ce tableau est établi conformément au modèle arrêté par le gouvernement.

Le collège des bourgmestre et échevins assure par voie d'affichage la consultation par le public du tableau qu'il a reçu.

Il en fait parvenir un exemplaire au gouvernement ou à son délégué dans les plus brefs délais.

§ 8. Le président du bureau communal délivre des copies du tableau des membres des bureaux de la commune à toute personne qui en aura fait la demande quinze jours au moins avant l'élection; le prix d'un exemplaire de ce tableau est déterminé par arrêté du gouvernement. Il ne peut excéder 2,48 euros.

Art. L4125-8 Le 15 septembre, le président du bureau de canton procède à la désignation, parmi les électeurs du district, des présidents et des assesseurs et assesseurs suppléants des bureaux de dépouillement provincial selon les mêmes modalités que celles prévues à l'article L4125-5 pour le dépouillement communal. Il communique immédiatement au Gouvernement leur identité et leurs coordonnées de contact.

(1) Tel qu'il est applicable en vertu de l'accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

(2) Pour les élections provinciales.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juin 2018 relatif aux opérations électorales en vue des élections communales et provinciales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

Namur, le 7 juin 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

Modèle 15. — Tableau de composition du bureau communal et des bureaux de vote

Elections communales et provinciales du 14 octobre 2018

Province : District électoral :

Canton électoral : Commune :

Le Président du Bureau communal atteste que le Bureau communal et les bureaux de vote sont composés comme suit (1) :

Bureau communal

	Nom et Prénom	Date de naissance	Profession et niveau	Numéro du registre national	Résidence principale et adresse complète
Président					
Secrétaire					
Assesseurs					
Assesseur suppléant					
Assesseur suppléant					
Assesseur suppléant					
Assesseur suppléant					

Bureau de vote n°..... (2), siégeant à..... (3)

	Nom et Prénom	Date de naissance	Profession et niveau	Numéro du registre national	Résidence principale et adresse complète
Président					
Secrétaire					
Secrétaire adjoint (4)					
Assesseurs					
Assesseurs					

	Nom et Prénom	Date de naissance	Profession et niveau	Numéro du registre national	Résidence principale et adresse complète
Assesseurs					
Assesseurs					
Assesseurs					
Assesseur suppléant					
Assesseur suppléant					
Assesseur suppléant					
Assesseur suppléant					

A....., le.....

Le Président du Bureau communal,

(1) Il convient de compléter le présent tableau en fonction du nombre effectif de bureaux de vote.

(2) Chaque bureau de vote se voit attribuer une section d'électeurs. Il convient d'indiquer le numéro de la section d'électeurs correspondante tel qu'il est attribué conformément à l'article 6 de l'accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

(3) Indiquer l'adresse complète.

(4) A ne remplir que s'il y a plus de huit cents électeurs inscrits au bureau de vote.

Extraits du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (1)

Art. L4125-1 § 4. Aucun candidat ne peut faire partie d'un bureau électoral. Les candidats et listes de candidats peuvent désigner des témoins pour contrôler les opérations des bureaux selon les modalités visées à l'article L4134-1.

La fonction de greffier provincial, de receveur provincial, de secrétaire communal et de receveur communal est incompatible avec la charge de président, assesseur ou assesseur suppléant d'un bureau de circonscription.

Il en va de même de la détention d'un mandat politique et de la mission de témoin.

Art. L4125-3 (...)

§ 2. Pour présider le bureau communal, le président du bureau de district désigne, dans l'ordre déterminé ci-après :

1° les juges ou juges suppléants du tribunal de première instance, du tribunal du travail et du tribunal de commerce, selon le rang d'ancienneté;

2° les juges de paix ou leurs suppléants selon le rang d'ancienneté;

3° les juges du tribunal de police ou leurs suppléants selon le rang d'ancienneté;

4° les avocats et les avocats stagiaires dans l'ordre de leur inscription au tableau ou sur la liste des stagiaires;

5° les notaires;

6° les titulaires de fonctions du niveau A ou B relevant de la Région wallonne, et les titulaires d'un grade équivalent relevant de l'Etat fédéral, de la Communauté française, de la Communauté germanophone, des provinces, des communes, des centres publics d'aide sociale, de tout organisme d'intérêt public visé ou non par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public ou des entreprises publiques autonomes visées par la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques;

7° le personnel enseignant;

8° les stagiaires du parquet;

9° au besoin les personnes désignées parmi les électeurs de la commune occupant ailleurs des fonctions équivalentes à celles définies au point 6°.

Hormis les juges, qui peuvent être désignés pour présider le bureau communal de leur siège indépendamment de la commune où ils sont électeurs, les personnes visées au présent paragraphe sont des électeurs de la commune où elles exercent leur charge de président de bureau communal.

Lorsque le président du bureau communal est tenu de se rendre dans une autre commune pour voter, il désigne un suppléant pour le remplacer, le jour du scrutin, le temps nécessaire à l'accomplissement de son devoir électoral.

Les autorités publiques occupant des personnes visées à l'alinéa précédent sous 6° et 7°, communiquent les nom, prénoms, adresse et profession de ces personnes aux administrations communales où elles ont leur résidence principale.

Le président du bureau de district communique au Gouvernement pour le 30 juin l'identité et les coordonnées de contact des présidents désignés.

(...)

Art. L4125-5 § 1^{er}. Le 15 septembre au plus tard, le président du bureau communal désigne les présidents des bureaux de vote et de dépouillement communal, ainsi que les assesseurs et assesseurs suppléants du dépouillement communal parmi les électeurs de la commune les moins âgés, ayant le jour de l'élection au moins dix-huit ans, dans l'ordre déterminé par l'article L4125-3 § 2.

[Pour les désignations d'assesseurs et assesseurs suppléants, il est également tenu compte de la liste des volontaires dont question à l'article L4122-7, § 1^{er}.] (2)

§ 2. A la même date, il désigne les assesseurs des bureaux de vote parmi les électeurs de la commune les moins âgés, ayant le jour de l'élection au moins dix-huit ans, et remplissant les conditions prévues à l'article L4125-3, § 2, auxquels il faut ajouter les personnes titulaires d'une fonction de niveau C relevant de la Région wallonne ou équivalente dans les administrations et organismes prévus au 6^e de ce même paragraphe ou qui exercent ailleurs une fonction équivalente [ainsi que la liste des volontaires prévue à l'article L4122-7, § 1^{er}.] (2)

§ 3. Les présidents, assesseurs et assesseurs suppléants des bureaux de vote et de dépouillement sont désignés parmi les électeurs figurant sur les relevés prévus à l'article L4122-7 § 1 1^o et 2^o.

(...)

§ 7. Il transmet aussitôt aux présidents des bureaux de vote et de dépouillement communal, au président du bureau de district et de canton et au collège des bourgmestre et échevins le tableau reprenant la composition du bureau communal, des bureaux de vote ainsi que des bureaux de dépouillement communal.

Ce tableau est établi conformément au modèle arrêté par le gouvernement.

Le collège des bourgmestre et échevins assure par voie d'affichage la consultation par le public du tableau qu'il a reçu.

Il en fait parvenir un exemplaire au gouvernement ou à son délégué dans les plus brefs délais.

§ 8. Le président du bureau communal délivre des copies du tableau des membres des bureaux de la commune à toute personne qui en aura fait la demande quinze jours au moins avant l'élection; le prix d'un exemplaire de ce tableau est déterminé par arrêté du gouvernement. Il ne peut excéder 2,48 euros.

(1) Tel qu'il est applicable en vertu de l'accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

(2) Pour les élections provinciales.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juin 2018 relatif aux opérations électorales en vue des élections communales et provinciales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

Namur, le 7 juin 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/203205]

7. JUNI 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Wahlverrichtungen im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung, Artikel L4112-9, L4112-17, L4123-1, L4124-1, L4125-5, L4132-1, L4133-2, L4135-1, L4135-3, L4135-4, und L4143-3;

Aufgrund des am 13. Juli 2017 abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommens zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Lokalwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet, Artikel 3;

Aufgrund des Berichts vom 31. Januar 2018, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 28. Mai 2018 abgegebenen Stellungnahme des Städte- und Gemeindeverbands der Wallonie;

Aufgrund der am 25. Mai 2018 abgegebenen Stellungnahme der Vereinigung der wallonischen Provinzen ("Association des provinces wallonnes");

Aufgrund des am 17. April 2018 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 63.084/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag der Ministerin für lokale Behörden;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Wahlkollegien

Abschnitt 1 — Einberufung der Wahlkollegien im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen

Artikel 1 - Die Wahllokale sind von 8 bis 15 Uhr geöffnet.

Die Wähler, die zum Zeitpunkt der Schließung der Wahllokale noch immer in der Warteschlange stehen, werden noch zur Wahl zugelassen.

Abschnitt 2 — Muster der Wahlaufforderung für die Wähler

Art. 2 - Die Wahlaufforderungen für belgische Wähler werden auf weißem Papier gedruckt.

Ausländische Wähler - ob Angehörige eines Mitgliedstaates der Europäischen Union oder nicht -, die im Wählerregister eingetragen sind, erhalten eine Wahlaufforderung in blauer Farbe.

Art. 3 - Die Wahlaufforderungen für die belgischen Wähler werden gemäß dem beiliegenden Muster 1 erstellt.

Art. 4 - § 1^{er}. Für ausländische Wähler, ob Staatsangehörige eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union oder nicht, werden die Wahlaufforderungen für die Gemeinderatswahlen gemäß dem beiliegenden Muster 2 erstellt.

§ 2. Die Wahlaufforderungen der Wähler, die Staatsangehörige eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union sind, tragen den Buchstaben "C".

Die Wahlaufforderungen der Wähler, die keine Staatsangehörigen eines Mitgliedstaates der Europäischen Union sind, tragen den Buchstaben "E".

Abschnitt 3 — Wahl mittels Vollmacht

Art. 5 - § 1^{er}. Das Vollmachtsformular, das bei den Provinzial- und Gemeindewahlen zu verwenden ist, entspricht dem Muster in Anhang 3.

§ 2. Die Bescheinigung, die der Bürgermeister den Wählern ausstellen muss, die gemäß Artikel L4132-1 § 1 Ziffer 7 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung ermächtigt sind, aufgrund eines vorübergehenden Auslandsaufenthaltes, der nicht aus beruflichen beziehungsweise dienstlichen Gründen gerechtfertigt ist, mittels Vollmacht zu wählen, entspricht dem Muster in Anhang 4.

Diese Bescheinigung wird bei Fehlen einer Bescheinigung des Reiseveranstalters ausgehändigt.

Abschnitt 4 — Hilfeleistung bei der Wahl

Art. 6 - Die in Artikel 4133-2 § 3 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung erwähnte Erklärung bezüglich der Hilfeleistung bei der Wahl wird auf einem Formular ausgestellt, das dem vorliegendem Erlass beigelegten Muster 5 entspricht. Dieses Formular wird von der Gemeindeverwaltung kostenlos ausgestellt.

In der Erklärung werden die Wahlen, für die sie gültig ist, sowie der Name, die Vornamen, das Geburtsdatum und die Anschrift des Wählers und des Begleiters, sowie die Identifizierungsnummer im Nationalregister der natürlichen Personen des Wählers angegeben.

Das Formular wird vom Wähler und vom Begleiter unterzeichnet.

KAPITEL II — Ausstellung des Wählerregisters

Art. 7 - § 1^{er}. In Übereinstimmung mit Art. L4122-5 § 1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung haben die von einer politischen Partei bevollmächtigten Personen das Recht, sich Ausfertigungen oder Abschriften des Wählerregisters auf Papier und auf maschinenlesbaren Datenträgern vorlegen zu lassen, sobald dieses ausgestellt ist, sofern sie sich schriftlich und auf einer gemeinsamen Urkunde dazu verpflichten, für die Wahlen in der Gemeinde eine Kandidatenliste einzureichen, und die demokratischen Grundsätze einzuhalten, die insbesondere in der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen und in dem Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes oder jeder anderen Form des Völkermordes erwähnt werden sowie die durch die Verfassung gewährleisteten Rechte und Freiheiten zu beachten.

Dieser Antrag muss per an den Bürgermeister gerichtetes Einschreiben eingereicht werden.

Der Antrag muss gemäß dem beigelegten Muster 6 aufgestellt werden.

§ 2. In Übereinstimmung mit Art. L4122-5 § 3 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung hat jeder Kandidat das Recht, sich gegen Zahlung des Selbstkostenpreises Ausfertigungen oder Abschriften des Wählerregisters auf Papier und auf maschinenlesbaren Datenträgern vorlegen zu lassen, sobald er seine Kandidatur hinterlegt hat, sofern er sich dazu verpflichtet, für die Wahlen in der Gemeinde eine Kandidatenliste einzureichen, und die demokratischen Grundsätze einzuhalten, die insbesondere in der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen und in dem Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes oder jeder anderen Form des Völkermordes erwähnt werden, sowie die durch die Verfassung gewährleisteten Rechte und Freiheiten zu beachten.

Dieser Antrag muss per an den Bürgermeister gerichtetes Einschreiben eingereicht werden.

Der Antrag muss gemäß dem beigelegten Muster 7 aufgestellt werden.

Art. 8 - Zu Zwecken der Ausstellung der Exemplare des Wählerregisters nach Artikel L4122-5 § 1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung benutzt das Gemeindekollegium ein Dateiformat, dessen Struktur es ermöglicht, die enthaltenen Daten direkt in eine Anwendung zu importieren, anhand deren sie auf mehrfache Weise verarbeitet und insbesondere Wählerlisten mit bestimmten Auswahlkriterien ausgefertigt werden können.

KAPITEL III — Angaben

Art. 9 - § 1^{er}. In seiner Vorschlagsurkunde gibt der Kandidat nach seiner vollständigen Identität den Namen an, unter dem er auf dem in Art. L4142-37 § 2 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung vorgesehenen Plakat und auf den Bildschirmen der Wahlcomputer eingetragen werden möchte. Der Kreisvorstand benutzt diese Auskünfte, um diejenigen Angaben festzulegen, die auf den Bildschirmen der Wahlcomputer vermerkt werden.

§ 2. Es darf nur ein Vorname angegeben werden, wobei zusammengesetzte Vornamen als ein Vorname gelten.

Der gewählte Vorname muss unter den in der Geburtsurkunde angegebenen Vornamen erscheinen.

§ 3. Der Kreisvorstand kann einem Kandidaten erlauben, auf dem Plakat und den Bildschirmen der Wahlcomputer einen anderen Vornamen zu benutzen, sofern durch die Benutzung dieses anderen Vornamens keine Verwechslung mit einem anderen Kandidaten oder einer auf Ebene des Kreises bekannten Person entsteht und die folgenden Regeln beachtet werden:

1° der Vorname, unter dem der Kandidat tatsächlich bekannt ist, ist nicht sein erster Vorname sondern ein anderer, der auf seiner Geburtsurkunde erwähnt ist. In diesem Fall vermerkt er den vollständigen Vornamen auf seiner Vorschlagsurkunde und gibt seinen Wunsch an, den gewählten Vornamen auf den Bildschirmen der Wahlcomputer erscheinen zu lassen;

2° der Kandidat ist unter der Abkürzung eines seiner auf der Geburtsurkunde erwähnten Vornamen bekannt: z.B., Danny für Daniel; es wird wie für Nr. 1° vorgegangen;

3° Der Vorname, den er auf den Bildschirmen der Wahlcomputer erscheinen sehen möchte, gehört nicht zu den auf der Geburtsurkunde aufgeführten Vornamen. Der Kreisvorstand lässt diesen Vornamen zu auf der Grundlage einer vom Friedensrichter, einem Notar oder einem Bürgermeister ausgestellten Offenkundigkeitsurkunde. Nach dem Geburtsvornamen des Kandidaten erscheint auf den Bildschirmen der Wahlcomputer der gebräuchliche Vorname.

§ 4. Der Name des Ehepartners oder des verstorbenen Ehepartners kann vor oder nach der Identität der bzw. des verheirateten oder verwitweten Kandidatin bzw. Kandidaten stehen.

KAPITEL IV — Wahlkosten

Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

Art. 10 - § 1^{er}. Die Provinz Lüttich schließt die Verträge ab, die für die Zahlung der in Artikel 13 des am 13. Juli 2017 abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommens zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Lokalwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet erwähnten Wahlkosten notwendig sind, und sorgt für die Zahlung der Schuldforderungen. Danach tätigt sie die entsprechenden Beitreibungen bei den Gemeinden des deutschen Sprachgebiets auf Grundlage der jeweiligen Zahl der eingetragenen Wähler.

Die Gemeinden des deutschen Sprachgebiets sind jedoch von der Verteilung ausgenommen, was die Beitreibung der Kosten angeht, die durch die Zahlung der Anwesenheitsgelder an die Mitglieder der kommunalen und provinziellen Zählbürovorstände entstehen, da die Bildung dieser Vorstände der Stimmabgabe mittels Papierstimmzetteln eigen ist.

§ 2. Die Anwesenheitsgelder werden auf der Grundlage der Liste der anwesenden Mitglieder des Wahlvorstands ausgezahlt, die der Vorsitzende des betroffenen Wahlvorstands zustellt. Diese Liste wird gemäß dem vorliegendem Erlass beigefügten Muster 8 aufgestellt.

§ 3. Für die Zahlung der Anwesenheitsgelder an die Mitglieder der Wahlvorstände schließt die Provinz Lüttich nach Richtlinien, die von der Wallonischen Regierung und von der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft erlassen werden, einen Vertrag zur Tätigung der Zahlung der Anwesenheitsgelder per Überweisung auf die Finanzkonten der Mitglieder der Wahlvorstände ab.

§ 4. Mitglieder von Wahlvorständen, die Anspruch auf eine Fahrkostenentschädigung haben, übermitteln ihre Forderungsanmeldung der Provinz. Diese Forderungsanmeldung wird in Übereinstimmung mit dem vorliegendem Erlass beigefügtem Muster 9 aufgestellt und gibt die Adresse der Provinz an.

§ 5. Die Wähler gemäß Artikel 11, die die Erstattung ihrer Fahrkosten beantragen, erstellen ihre Forderungsanmeldung mittels des vorliegendem Erlass beigefügten Musters 10, auf dem die Adresse der Provinz stehen muss.

Auf der Grundlage einer zwischen der Provinz Lüttich und der Nationalen Gesellschaft der Belgischen Eisenbahnen abgeschlossenen Vereinbarung fakturiert Letztere der Provinz die Kosten für die Fahrten der betreffenden Wähler, die einen kostenlosen Fahrausweis erhalten haben.

Auf ihren Rechnungen erwähnt die NGBE den NGBE-Code der Provinz, der auf den Wahlauforderungen steht.

§ 6. Die Provinz Lüttich schließt bei einer Versicherungsgesellschaft eine Versicherung zur Deckung der Schäden ab, die durch Unfälle entstehen, die Mitgliedern der Wahlvorstände zustoßen und zahlt die betreffenden Kosten.

§ 7. Die Wahlkosten, die sich aus den für die Wahlverrichtungen erforderlichen Arbeiten und Dienstleistungen ergeben, werden unter Beachtung der Vorschriften für die öffentlichen Aufträge getragen.

Abschnitt 2 — Erstattung der Fahrkosten bestimmter Wähler

Art. 11 - § 1^{er}. Der Wähler gemäß Artikel L4135-4 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung kann sich binnen drei Monaten nach der Wahl an den Generaldirektor der Provinz Lüttich richten, um die Rückerstattung seiner Fahrkosten zu erhalten.

Der Antrag wird auf einem Formular erstellt, der dem vorliegendem Erlass beigefügten Muster 10 entspricht, und dem folgende Dokumente beigefügt werden:

1° die vom Wahlbürovorstand abgestempelte Wahlauforderung;

2° eine Bescheinigung über die Eintragung in den Bevölkerungsregistern, wenn es sich um Wähler handelt, die nicht mehr in der Gemeinde wohnen, in der sie wählen müssen;

3° eins der folgenden Dokumente:

a) eine Bescheinigung des Arbeitgebers, aus der ersichtlich ist, dass sie von ihm bezahlt werden, wenn es sich um Wähler handelt, die Gehalts- oder Lohnempfänger sind und die entweder im Auftrag im Ausland sind oder ihren Beruf in einer anderen Gemeinde ausüben als der, in der sie wählen müssen;

b) eine Bescheinigung der Leitung der Unterrichtsanstalt, aus der ersichtlich ist, dass sie ordnungsgemäß eingetragen sind, wenn es sich um Wähler handelt, die sich aufgrund ihres Studiums in einer anderen Gemeinde aufhalten als der, in der sie wählen müssen;

c) eine Bescheinigung der Leitung des Aufnahmecentrums, der Pflegeanstalt oder der Gesundheitseinrichtung, aus der ersichtlich ist, dass sie dort aufgenommen oder in Behandlung sind, wenn es sich um Wähler handelt, die sich aus medizinischen oder gesundheitlichen Gründen in einer anderen Gemeinde aufhalten als der, in der sie wählen müssen;

4° ggf. der benutzte Fahrschein der öffentlichen Verkehrsmittel.

§ 2. Die Kosten werden auf Grundlage des Tarifs für den Personentransport in 2. Klasse rückerstattet, so wie er am Tag der Wahl von der Nationalen Gesellschaft der Belgischen Eisenbahnen angewandt wird.

§ 3. Wähler, die für ihre Reise die Linien der Nationalen Gesellschaft der Belgischen Eisenbahnen benutzen, können, anstatt die Erstattung ihrer Kosten zu beantragen, eine kostenlose Fahrkarte zweiter Klasse erhalten, wenn sie am Abfahrtsbahnhof ihre Wahlauforderung und ihren Personalausweis, sowie eins der in § 1 vorgesehenen Dokumente vorlegen.

Der ausgestellte Fahrschein ist vom Freitag vor dem Wahltag bis zum nächsten Sonntag gültig. Er kann für die Rückfahrt nur auf Vorlage der ordnungsgemäß vom Wahlbürovorstand abgestempelten Wahlauforderung gebraucht werden.

Abschnitt 3 — Anwesenheitsgeld und Entschädigungen für die Mitglieder der Wahlvorstände

Art. 12 - § 1^{er}. Der Grundbetrag des Anwesenheitsgelds, das die Mitglieder der Wahlvorstände für jede im Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung vorgesehene Sitzung erhalten, beträgt 12,50 Euro.

§ 2. Unter Berücksichtigung der Last und der Verantwortlichkeiten, die von den Vorsitzenden und Mitgliedern der Kreis- und Kantonvorstände wahrgenommen werden, wird der Betrag des Anwesenheitsgeldes wie folgt angepasst:

1° für die Vorsitzenden der Kreis- und Kantonvorstände wird der Grundbetrag des Anwesenheitsgeldes mit sechs multipliziert;

2° für die Mitglieder der Kreis- und Kantonvorstände wird der Grundbetrag des Anwesenheitsgeldes mit vier multipliziert.

§ 3. Der Grundbetrag der Anwesenheitsgelder für die Vorsitzenden, Mitglieder, Sekretäre und beigeordneten Sekretäre der Wahlbüros mit automatisierter Stimmabgabe wird mit 1,5 multipliziert.

Art. 13 - § 1^{er}. Die von den Mitgliedern der Wahlvorstände erhaltenen Anwesenheitsgelder dienen zur Erfüllung ihrer bürgerlichen Pflicht und decken die Gesamtheit der Versammlungen, die diese Vorstände in Übereinstimmung mit dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung abhalten.

§ 2. Für die Wahlbürovorstände handelt es sich um die Sitzung zur Aufnahme der Wähler, die gekommen sind, um ihre Stimme abzugeben.

§ 3. Für die Kreisvorstände handelt es sich um die Sitzungen zur Entgegennahme der Wahlvorschläge, zur Prüfung der Zulässigkeit der Vorschläge, zum vorläufigen Abschluss der Kandidatenlisten, zum Empfang der Beschwerden gegen Kandidaturen und der Einsprüche gegen die Zurückweisung bestimmter Kandidatenlisten, zur Hinterlegung der Berichtigungskunden, zum endgültigen Abschluss der Kandidatenlisten, zur provinziellen und kommunalen Auslosung, zur Formulierung und Aufsicht über die Bildung der Wahlbildschirme, zu Listengruppierungserklärungen, zur Verteilung der Sitze zwischen den Listen am Tag der Wahl, zur Bestimmung der Gewählten und Ersatzmitglieder und zur Listenverbindung.

§ 4. Für die Kantonvorstände handelt es sich um die Sitzungen zur Ausbildung der Vorsitzenden der Wahlbürovorstände und um die Sitzung zur Stimmenauszählung.

Art. 14 - § 1^{er}. Neben den in Artikel 13 aufgelisteten Sitzungen, für die nur ein Anwesenheitsgeld beansprucht werden kann, können die Mitglieder der Kreisvorstände und Kantonvorstände dazu gebracht werden, für den guten Ablauf der Wahlen notwendige Aufgaben zu erfüllen, die sich jedoch nicht auf eine Vorstandssitzung beziehen. Diese Aufgaben betreffen insbesondere die Sendung der kraft des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung erforderlichen Schreiben, Aufstellungen und Tabellen einschließlich des Versands der Protokolle, das Verfahren zur Bestimmung der Vorstandsmitglieder, die Maßnahmen zur Untersuchung der Wählbarkeit der Kandidaten, die digitale Codierung der Listen und ihre Übermittlung, die Korrekturen anschließend an die Überprüfung von Doppelkandidaturen durch die Wallonische Regierung und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft, die Aktualisierung der Wahlbildschirme, die Mitteilung der offiziellen Kandidatenliste an die Kreisvorstände und an die Hinterleger, die es beantragen, sowie die Übermittlung der Auszüge aus dem Auszählungsprotokoll der Wahl an die Gewählten.

Um diese Aufgaben durchzuführen, setzt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium dem Vorsitzenden des Kreisvorstands, auf Antrag des Letzteren, das zur Erfüllung seiner Aufgabe notwendige Personal und Material zur Verfügung, in Anwendung von Art. L4145-5 4 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung; das Kollegium legt ebenfalls den Betrag der sich daraus ergebenden Vergütungen fest.

§ 2. In Übereinstimmung mit dem Königlichen Erlass vom 28. August 1963 über die Fortzahlung des normalen Lohns der Arbeiter, der Hausangestellten, der Angestellten und der auf Binnenschiffen angeheuerten Arbeitnehmer für Abwesenheitstage bei familiären Ereignissen oder zur Erfüllung staatsbürgerlicher Pflichten oder ziviler Aufträge haben die unter Arbeitsvertrag eingestellten Bediensteten das Recht, ihre Arbeit während der nötigen Zeit, die höchstens fünf Tage beträgt, zu verlassen, um ihre staatsbürgerlichen Pflichten auszuüben, wobei sie ihre normale Entlohnung weiter beziehen. Statutarische Bedienstete des föderalen, regionalen, gemeinschaftlichen, provinziellen und kommunalen öffentlichen Dienstes haben Anspruch auf ähnliche Bestimmungen auf der Grundlage ihres jeweiligen Statuts.

Nur die unter Paragraf 1 beschriebenen Aufgaben dürfen also Gegenstand einer Vergütung sein, sofern sie außerhalb der normalen Arbeitsstunden der Mitglieder der betroffenen Vorstände in der Ausübung ihres Berufs stattfinden.

§ 3. Die Forderungsanmeldung betreffend die gemäß Paragraf 1 geleisteten Aufgaben wird an die Verwaltung der Provinz Lüttich gerichtet; ihr werden die Aufstellung der geleisteten Stunden und ggf. Belege beigefügt. Diese Forderungsanmeldung wird gemäß dem vorliegendem Erlass beigefügten Muster 11 aufgestellt.

§ 4. Anträge auf Entschädigung gemäß Paragraf 2 für eine Aufgabe, die nicht ausdrücklich in der Liste gemäß Paragraf 1 erwähnt wäre, sind Gegenstand einer Bescheinigung aufgrund des vorliegendem Erlass beigefügten Musters 12, in der die Notwendigkeit dieser Aufgabe im Wahlverfahren und die Unmöglichkeit, sie während den normalen Arbeitsstunden zu verrichten, nachgewiesen werden.

Die Vergütung für diese Aufgaben erfolgt auf der Grundlage dieser Forderungsanmeldung.

Art. 15 - Die tatsächlichen Kosten, die die Kreis- und Kantonvorstände im Rahmen ihrer Aufgabe gemacht haben, sind Gegenstand einer Rückzahlung auf Grundlage einer Forderungsanmeldung gemäß dem beigefügten Muster 13, der die entsprechenden Belege beigefügt werden. Die Forderungsanmeldung wird der Verwaltung der Provinz Lüttich übermittelt. Diese Kosten betreffen die Vervielfältigung von Unterlagen, die Fax-Mitteilungen, die Telefonanrufe, die Büro- und Schreibwaren, den Transport von Zubehör und sonstige gleichartige Ausgaben.

Abschnitt 4 — Rückerstattung der Fahrkosten an die Mitglieder der Wahlvorstände

Art. 16 - § 1^{er}. Die Entschädigung, die den Mitgliedern der Wahlvorstände zwecks Erstattung ihrer Fahrkosten bewilligt wird, wird auf 0,15 Euro pro zurückgelegten Kilometer festgelegt.

§ 2. Die gemäß dem vorliegenden Erlass beigefügten Muster 9 erstellte Schuldforderung wird der zuständigen Verwaltung der Provinz Lüttich binnen drei Monaten nach der Wahl übermittelt.

Abschnitt 5 — Deckung der Risiken infolge von Unfällen, die Mitgliedern der Wahlvorstände zustoßen können

Art. 17 - § 1^{er}. Die Provinz Lüttich schließt bei einer Versicherungsgesellschaft eine Versicherung zur Deckung von körperlichen Schäden ab, die durch Unfälle entstehen, die Mitgliedern der Wahlvorstände bei den Wahlen sowohl in der Ausübung ihres Amtes als auch auf dem Weg von ihrem Wohnsitz zum Tagungsort ihres Vorstandes und zurück zustoßen können.

§ 2. Diese Versicherung deckt die körperlichen Schäden, die durch Unfälle entstehen, die Mitgliedern der Wahlvorstände in der Ausübung ihres Amtes oder auf dem Weg von ihrem Wohnsitz zum Tagungsort ihres Vorstandes und zurück zustoßen.

§ 3. Sie deckt ebenfalls die zivilrechtliche Haftung für Schäden, die Mitglieder der Wahlvorstände Drittpersonen durch eigenes Zutun oder Verschulden in der Ausübung ihres Amtes oder auf dem Weg von ihrem Wohnsitz zum Tagungsort ihres Vorstandes und zurück zufügen.

Untereinander gelten die Versicherten als Drittpersonen.

§ 4. Der Begriff "Weg vom Wohnsitz des Versicherten zum Tagungsort seines Vorstandes und zurück" wird gemäß Artikel 8 des Gesetzes vom 10. April 1971 über die Arbeitsunfälle bestimmt.

Art. 18 - § 1^{er}. Unter "Versicherten" sind zu verstehen:

1° die Mitglieder der Zentralwahlvorstände der Bezirke, der Hauptwahlvorstände der Provinzen, der Wahlvorstände der Distrikte, der Kantone, und der Gemeinden, sowie der Wahlbürovorstände ausschließlich der Zeugen, aber einschließlich der Ersatzbeisitzer, die vom Vorsitzenden des Vorstandes, für den sie bestimmt worden sind, ausdrücklich zum Erscheinen aufgefordert werden;

2° für die Abdeckung des in Artikel 17 § 2 genannten Risikos die unter Nr. 1 genannten Personen sowie die Bediensteten der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft, die von der Wallonischen Regierung oder der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft bestellt worden sind, um an der Organisation der Wahlen mitzuwirken.

§ 2. Mitglieder der Wahlvorstände, die der durch das Gesetz vom 3. Juli 1967 über die Vorbeugung von oder den Schadenersatz für Arbeitsunfälle, Wegeunfälle und Berufskrankheiten im öffentlichen Sektor eingeführten Regelung unterliegen, sind von der in Paragraf 1 erwähnten Deckung ausgeschlossen.

Decken eine beziehungsweise mehrere Versicherungen ganz oder teilweise die Risiken, die auch durch vorliegenden Artikel gedeckt werden, bildet die in Paragraf 2 erwähnte Versicherung nur eine Ergänzung, nach Erschöpfung dieser Versicherungen.

Art. 19 - § 1^{er}. Die Versicherung läuft je nach Kategorie der zusammenzusetzenden Wahlvorstände ab dem Datum, das durch den Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung für die erste Tagung festgelegt ist.

Sie endet am Datum, an dem diese Vorstände all ihre Verrichtungen durchgeführt haben.

§ 2. Die Prämie, die dem Versicherer in Anwendung des Versicherungsvertrags gezahlt wird, ist Gegenstand einer Erstattung, die sich auf die Hälfte der Differenz zwischen fünfundachtzig Prozent des Prämienbetrags und dem Betrag der Ausgaben beläuft.

Unter Ausgaben sind die Beträge, die für Unglücksfälle gezahlt werden, und Rückstellungen für eventuell noch abzuwickelnde Unglücksfälle zu verstehen.

KAPITEL V — Preis für die Abschriften der Liste mit der Zusammensetzung der Wahlbürovorstände

Art. 20 - § 1^{er}. Gemäß Artikel L4125-5 § 7 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung übermittelt der Vorsitzende des Gemeindevorstandes den Vorsitzenden der Wahlbürovorstände, dem Vorsitzenden des Distrikts- und Kantonsvorstandes und dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium die Tabelle, die die Zusammensetzung des Gemeindevorstands sowie der Wahlbürovorstände enthält. Diese Tabelle wird gemäß den beigefügten Mustern 14 und 15 erstellt.

Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium sorgt dafür, dass die Tabelle, die er erhalten hat, durch Anschlag von jedem eingesehen werden kann.

§ 2. Die Aushändigung dieser Abschriften erfolgt gegen Zahlung:

1° von 1,50 EUR pro Exemplar in Gemeinden oder Wahlkantonen mit weniger als 25.000 eingetragenen Wählern;

2° von 2 EUR pro Exemplar in Gemeinden oder Wahlkantonen mit mehr als 2.000 eingetragenen Wählern;

Falls die Anzahl der in der Gemeinde oder im Kanton eingetragenen Wähler bei Einreichung des Antrags nicht bekannt ist, dient die Anzahl der bei den letzten Wahlen eingetragenen Wähler als Bezugswert.

KAPITEL VI — Wahlkabine und Wahlmaterial

Art. 21 - § 1^{er}. In jedem Wahllokal werden die Wahlkabinen so eingerichtet und aufgestellt, dass jeder Wähler geschützt von den Blicken von anderen Personen seine Wahl ohne Einmischung noch Unterbrechung abgeben kann.

§ 2. Die Grundsätze, denen die Wahlkabinen genügen, sind die folgenden:

1° Die Höhe der Wahlkabine muss zureichend sein, um zu verhindern, dass die sich in angrenzenden Wahlkabinen befindenden Wähler die von ihrem Nachbarn abgegebene Wahl sehen können;

2° die Tischplatte in der Kabine muss so breit und tief sein, dass der Wahlcomputer darauf installiert werden kann.

§ 3. Die Konstruktion der Wahlkabine genügt folgenden Anforderungen:

1° eine ca. 210 Zentimeter hohe Rückwand;

2° zwei Seitenwände gleicher Höhe;

3° eine in der Höhe verstellbare Platte, die als Pult dient;

4° eine Stahlstange für den Vorhang;

5° ein Vorhang.

Art. 22 - § 1^{er}. Die Konstruktion der behindertengerechten Wahlkabine genügt folgenden Anforderungen:

1° die Oberseite des Pultes muss höchstens 80 cm über dem Boden angebracht, 1 m breit und 60 cm tief sein;

2° der Raum unter dem Pult ist frei zu lassen, damit Rollstuhlfahrer sich richtig stellen können.

§ 2. Die behindertengerechte Wahlkabine wird im Erdgeschoss, in einem Wahllokal oder in dessen Nähe, aufgestellt, um einen bequemen Zugang der hilfsbedürftigen Wähler, die sie benutzen möchten, zu ermöglichen. Alle Niveauunterschiede im Erdgeschoss werden mit einer vorläufigen oder endgültigen Rampe ausgeglichen, um einen bequemen Verkehr und zugleich die Sicherheit der vorbeigehenden Personen zu gewährleisten.

§ 3. Die hilfsbedürftigen Wähler werden von den Gemeindekollegien in diejenigen Gebäude ihrer Gemeinde einberufen, die ihren Bedürfnissen am besten entsprechen.

KAPITEL VII — Allgemeine Bestimmung

Art. 23 - Die Ministerin für lokale Behörden wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 7. Juni 2018

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen
V. DE BUE

Muster 1 — Wahlauflorderung für die Wahlen der Provinzial- und Gemeinderäte für belgische Wähler

NGBE-Code: (1)

WÄHLEN IST PFLICHT	POSTLEITZAHL- GEMEINDE/ STADT	WAHLDISTRIKT VON	PROVINZ
-----------------------	-------------------------------------	---------------------	---------

WAHLEN VOM 14. OKTOBER 2018 ZUR ERNEUERUNG DES PROVINZIALRATES
UND DES GEMEINDERATES.
WAHLGESETZ
WAHLAUFLORDERUNG

NAME, VORNAMEN, GESCHLECHT (2) HAUPTWOHNORT

Nr. im Wählerregister:

Wir bitten Sie, am SONNTAG, dem 14. Oktober 2018,

zwischen 8 Uhr und 15 Uhr, mit der vorliegenden Wahlauflorderung und ihrem Personalausweis, in dem nachstehend angegebenen Lokal, in dem sich Ihr Wahlbüro befindet, vorstellig zu werden, um die Wahl von:

..... Provinzialratsmitgliedern (3) und..... Gemeinderatsmitgliedern (3) vorzunehmen.

Wahllokal:	Wahlbüro Nr.:.....
Anschrift:	

Für das Bürgermeister- und Schöffenkollegium:

Der Generaldirektor, Der Bürgermeister,

NB:

1. Ab dem fünfundseitigsten Tag nach den Gemeinde-, Provinzial- und Sektorenwahlen wird ein Exemplar des Berichts des Vorsitzenden des Gerichts Erster Instanz von Namur über die von den politischen Parteien eingegangenen Ausgaben für die Wahlpropaganda während fünfzehn Tagen bei der Kanzlei des Gerichts Erster Instanz von Namur eingereicht. Dieser kann von allen Kandidaten und auf dem Wählerregister eingetragenen Wählern auf Vorlage ihrer Wahlauflorderung eingesehen werden.

2. Ab dem einunddreißigsten Tag nach den Wahlen können die Erklärungen über die Wahlausgaben der Kandidaten während fünfzehn Tagen von allen Wählern des betreffenden Wahlkreises auf Vorlage ihrer Wahlauflorderung bei der Kanzlei des Gerichtes erster Instanz eingesehen werden.

Die Erklärungen in Bezug auf die Wahlausgaben werden bis zum hundertzwanzigsten Tag nach dem Wahldatum bei der Kanzlei des Gerichts erster Instanz aufbewahrt.

Wenn innerhalb hundertzwanzig Tagen nach dem Wahldatum eine Anzeige gemäß Artikel L4131-6 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (4) erstattet beziehungsweise eine Beschwerde gemäß Artikel L4146-25 des Kodex eingereicht wird, wird die Erklärung in Bezug auf die Wahlausgaben des angezeigten Kandidaten je nach Fall dem Prokurator des Königs beziehungsweise der regionalen Kontrollkommission auf seinen/ihren Antrag hin übermittelt. Wenn innerhalb der im vorangehenden Absatz erwähnten Frist keine Anzeige gemäß Artikel L4131-6 des Kodex erstattet beziehungsweise keine Beschwerde gemäß Artikel L4146-25 des Kodex eingereicht wird, können die betreffenden Unterlagen von den Kandidaten abgeholt werden.

3. Die Wähler, die am Wahltag nicht mehr in der Gemeinde wohnhaft sind, in der sie als Wähler eingetragen sind, haben Anspruch auf die Rückerstattung ihrer Fahrtkosten gemäß den von der Regierung festgelegten Bedingungen.

Auf der Rückseite der Wahlauflorderung sind anzugeben:

- die Anweisungen für den Wähler;
- der Text von Artikel L4132-1 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung (4)

(1) Hier den NGBE-Code mit allen Nummern angeben, damit dieser Gesellschaft die Fahrkosten der oben unter Nr. 1 erwähnten Wähler erstattet werden können, die die Linien der NGBE benutzen, um sich in die Gemeinde zu begeben, in der sie als Wähler eingetragen sind:

Provinz Wallonisch-Brabant: NGBE-Code: 098

Nummer der Einrichtung: 099020

Nummer des Berechtigungsscheins für eine NGBE-Fahrkarte: E000001
 Provinz Hennegau: NGBE-Code: 098
 Nummer der Einrichtung: 099121
 Nummer des Berechtigungsscheins für eine NGBE-Fahrkarte: E000001
 Provinz Lüttich: NGBE-Code: 098
 Nummer der Einrichtung: 099222
 Nummer des Berechtigungsscheins für eine NGBE-Fahrkarte: E000001
 Provinz Luxemburg: NGBE-Code: 098
 Nummer der Einrichtung: 099424
 Nummer des Berechtigungsscheins für eine NGBE-Fahrkarte: E000001
 Provinz Namur: NGBE-Code: 098
 Nummer der Einrichtung: 099525
 Nummer des Berechtigungsscheins für eine NGBE-Fahrkarte: E000001
 (2) Vor dem Namen des Wählers ist der Vermerk "Hrn." und vor dem Namen der Wählerin der Vermerk "Fr." anzubringen.

(3) Die Anzahl der zu wählenden Mitglieder angeben.

(4) So wie er kraft des Zusamenarbeitsabkommens zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Lokalwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet anwendbar ist.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juni 2018 über die Wahlverrichtungen im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet als Anhang beigelegt zu werden.

Namur, den 7. Juni 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen
V. DE BUE

Muster 2 — Wahlaufforderung für die Wahl der Gemeinderäte für europäische und nichteuropäische Wähler

WÄHLEN IST PFLICHT	POSTLEITZAHL- GEMEINDE/ STADT	WAHLDISTRIKT VON	PROVINZ	NGBE-Code: (1)
--------------------	-------------------------------	------------------	---------	----------------

WAHLEN VOM 14. OKTOBER 2018 ZUR ERNEUERUNG DES GEMEINDERATES

NAME, VORNAMEN, GESCHLECHT (2)
HAUPTWOHNORT

WAHLGESETZ

WAHLAUFFORDERUNG

Nr. im Wählerregister:

Wir bitten Sie, am SONNTAG, dem 14. Oktober 2018,
 zwischen 8 und 15 Uhr, mit dieser Wahlaufforderung und Ihrem
 Personalausweis, in dem nachstehend angegebenen Lokal, in
 dem sich Ihr Wahlbüro befindet, vorstellig zu werden, um die Wahl von:
 Gemeinderatsmitgliedern (3) vorzunehmen.

Wahllokal:
Anschrift:

Wahlbüro Nr.:.....

Für das Bürgermeister- und Schöffenkollegium:

Der Generaldirektor, Der Bürgermeister,

NB:

1. Ab dem fünfundseitigsten Tag nach den Gemeinde-, Provinzial- und Sektorenwahlen wird ein Exemplar des Berichts des Vorsitzenden des Gerichts Erster Instanz von Namur über die von den politischen Parteien eingegangenen Ausgaben für die Wahlpropaganda während fünfzehn Tagen bei der Kanzlei des Gerichts Erster Instanz von Namur eingereicht. Dieser kann von allen Kandidaten und auf dem Wählerregister eingetragenen Wählern auf Vorlage ihrer Wahlaufforderung eingesehen werden.

2. Ab dem einunddreißigsten Tag nach den Wahlen können die Erklärungen über die Wahlausgaben der Kandidaten während fünfzehn Tagen von allen Wählern des betreffenden Wahlkreises auf Vorlage ihrer Wahlaufforderung bei der Kanzlei des Gerichtes erster Instanz eingesehen werden.

Die Erklärungen in Bezug auf die Wahlausgaben werden bis zum hunderteinundzwanzigsten Tag nach dem Wahldatum bei der Kanzlei des Gerichts erster Instanz aufbewahrt.

Wenn innerhalb hundertzwanzig Tagen nach dem Wahldatum eine Anzeige gemäß Artikel L4131-6 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (4) erstattet beziehungsweise eine Beschwerde gemäß Artikel L4146-25 des Kodex eingereicht wird, wird die Erklärung in Bezug auf die Wahlausgaben des angezeigten Kandidaten je nach Fall dem Prokurator des Königs beziehungsweise der regionalen Kontrollkommission auf seinen/ihren Antrag hin übermittelt. Wenn innerhalb der im vorangehenden Absatz erwähnten Frist keine Anzeige gemäß Artikel L4131-6 des Kodex erstattet beziehungsweise keine Beschwerde gemäß Artikel L4146-25 des Kodex eingereicht wird, können die betreffenden Unterlagen von den Kandidaten abgeholt werden.

3. Die Wähler, die am Wahltag nicht mehr in der Gemeinde wohnhaft sind, in der sie als Wähler eingetragen sind, haben Anspruch auf die Rückerstattung ihrer Fahrtkosten gemäß den von der Regierung festgelegten Bedingungen.

Auf der Rückseite der Wahlauforderung sind anzugeben:

- die Anweisungen für den Wähler;
- den Text von Artikel L4132-1 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung (4)

(1) Hier den NGBE-Code mit allen Nummern angeben, damit dieser Gesellschaft die Fahrkosten der oben unter Nr. 1 erwähnten Wähler erstattet werden können, die die Linien der NGBE benutzen, um sich in die Gemeinde zu begeben, in der sie als Wähler eingetragen sind:

Provinz Wallonisch-Brabant: NGBE-Code: 098

Nummer der Einrichtung: 099020

Nummer des Berechtigungsscheins für eine NGBE-Fahrkarte: E000001

Provinz Hennegau: NGBE-Code: 098

Nummer der Einrichtung: 099121

Nummer des Berechtigungsscheins für eine NGBE-Fahrkarte: E000001

Provinz Lüttich: NGBE-Code: 098

Nummer der Einrichtung: 099222

Nummer des Berechtigungsscheins für eine NGBE-Fahrkarte: E000001

Provinz Luxemburg: NGBE-Code: 098

Nummer der Einrichtung: 099424

Nummer des Berechtigungsscheins für eine NGBE-Fahrkarte: E000001

Provinz Namur: NGBE-Code: 098

Nummer der Einrichtung: 099525

Nummer des Berechtigungsscheins für eine NGBE-Fahrkarte: E000000

(2) Vor dem Namen des Wählers ist der Vermerk "Hrn." und vor dem Namen der Wählerin der Vermerk "Fr." anzubringen.

(3) Die Anzahl der zu wählenden Mitglieder angeben.

(4) So wie er kraft des Zusammenarbeitsabkommens zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Lokalwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet anwendbar ist.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juni 2018 über die Wahlverrichtungen im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 7. Juni 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen
V. DE BUE

Muster 3 — Vollmachtsformular

Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 14. Oktober 2018

Den.....20..

Anhang: eine Bescheinigung

Gegebenenfalls eine Offenkundigkeitsurkunde

Der / die Unterzeichnete..... (Name und Vornamen), geboren am.....,wohnhaft in..... Straße..... Nr..... Bfk....., mit folgender Identifizierungsnummer beim Nationalregister der natürlichen Personen:, als Wähler(in) eingetragen in der Gemeinde....., bevollmächtigt hiermit Herrn/Frau..... (Name und Vornamen) geboren am.....,wohnhaft in..... Straße..... Nr: Bfk....., in seinem / ihrem Namen und für seine / ihre Rechnung bei den Wahlen vom 14. Oktober 2018 zu wählen, und zwar aus folgendem Grund (1):

- Ich bin wegen Krankheit oder Behinderung, oder wegen Krankheit oder Behinderung von einem Verwandten oder Verschwägerten oder eines zusammenlebenden Partners nicht dazu fähig, mich ins Wahlbüro zu begeben, oder dorthin befördert zu werden. Ich füge ein ärztliches Attest bei.
- Aus beruflichen beziehungsweise dienstlichen Gründen bin ich
 - a) im Ausland, sowie ebenfalls die Wähler, die meiner Familie oder meinem Gefolge angehören und mit mir zusammenwohnen;
 - b) am Wahltag im Königreich, kann aber unmöglich im Wahlzentrum vorstellig werden.
- Ich füge eine Bescheinigung der Militär- oder Zivilbehörde oder des Arbeitgebers, der/dem ich unterstellt bin, bei.
- Ich bin Selbstständiger und die unter den Buchstaben a) und b) erwähnte Verhinderung bestätige ich durch eine vorher bei der Gemeindeverwaltung abgegebene ehrenwörtliche Erklärung.
- Ich übe den Beruf eines Binnenschiffers oder eines Wander- oder Jahrmarktgewerbetreibenden aus (die

Mitglieder meiner Familie, die mit mir zusammenwohnen, können ebenfalls eine Vollmacht erteilen). Ich füge eine Bescheinigung des Bürgermeisters der Gemeinde bei, in der ich im Bevölkerungsregister eingetragen bin.

- Mir wurde am Wahltag aufgrund einer gerichtlichen Maßnahme die Freiheit entzogen. Diese Lage wird durch die Leitung der Anstalt, in der sich der Betroffene befindet, bescheinigt.
- Aufgrund meiner religiösen Überzeugung ist es mir unmöglich, mich am Wahltag ins Wahlzentrum zu begeben. Ich füge eine Bescheinigung der Behörde der Glaubensgemeinschaft bei.
- Ich bin Student und aus Studiengründen ist es mir unmöglich, mich am Wahltag ins Wahlzentrum zu begeben. Ich füge eine Bescheinigung der Leitung der Unterrichtsanstalt, die ich besuche, bei.
- Aus anderen als den oben angeführten Gründen werde ich mich aufgrund eines vorübergehenden Auslandsaufenthaltes am Wahltag nicht an meinem Wohnort befinden und daher nicht in der Lage sein, mich ins Wahlzentrum zu begeben. Ich füge eine Bescheinigung des Reiseveranstalters oder eine vom Bürgermeister meiner Gemeinde ausgestellte Bescheinigung bei.

Wenn der/die Bevollmächtigte Kandidat ist, bescheinigt er auf Ehrenwort (2):

- entweder dass er für seinen Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnenden Partner, oder für einen Verwandten oder Verschwägeren, der seinen Hauptwohnsitz an seinem Wohnsitz festgelegt hat, als Bevollmächtigte(r) auftritt;
- oder dass er für einen Verwandten oder Verschwägeren, der seinen Hauptwohnsitz nicht an seinem Wohnsitz festgelegt hat, dessen Verwandtschaft jedoch bis zum dritten Grad nachgewiesen werden kann, als Bevollmächtigte(r) auftritt.

Geschehen zu....., den.....

Der (die) Vollmachtgeber(in), Der (die) Bevollmächtigte,
(Unterschrift) (Unterschrift)

(3) Der Unterzeichnete, Bürgermeister der Gemeinde..... bescheinigt hiermit, dass beide, sowohl Vollmachtgeber(in) als Bevollmächtigte(r), im Bevölkerungsregister der Gemeinde eingetragen sind und dass Hr./Fr..... (Name des/der Bevollmächtigten) der/die..... (hier das Verwandtschafts- bzw. Verschwägerungsverhältnis angeben) von Herrn/Frau..... (Name des Vollmachtgebers) ist.

Stempel der Gemeinde (Unterschrift des Bürgermeisters)

(4) Der Unterzeichnete, Bürgermeister der Gemeinde..... bescheinigt hiermit, dass Hr./Fr..... (Name des Bevollmächtigten) im Bevölkerungsregister der Gemeinde eingetragen ist, und bestätigt, dass gemäß der ihm vorgelegten Offenkundigkeitsurkunde der/die Vorerwähnte der/die..... (hier das Verwandtschafts- bzw. Verschwägerungsverhältnis angeben) von Herrn/Frau.....(Name des Vollmachtgebers) ist.

Stempel der Gemeinde (Unterschrift des Bürgermeisters)

(1) Zutreffendes ankreuzen

(2) Zutreffendes ankreuzen

(3) Diese Rubrik ist vom Bürgermeister der Gemeinde auszufüllen, in der sowohl Vollmachtgeber(in) als auch Bevollmächtigte(r) im Bevölkerungsregister eingetragen sind.

(4) Diese Rubrik ist vom Bürgermeister der Gemeinde auszufüllen, in deren Bevölkerungsregister der/die Bevollmächtigte eingetragen ist, wenn der/die Vollmachtgeber(in) in einer anderen Gemeinde wohnhaft ist.

Anmerkung: Keine der Rubriken (3) und (4) ist auszufüllen, wenn der/die Vollmachtgeber(in) sich aus religiösen Gründen nicht ins Wahlbüro begeben und eine Bescheinigung der betreffenden Behörde der Glaubensgemeinschaft vorlegen kann.

Auszüge aus dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (1)

Art. L4132-1 - § 1. Folgende Wähler können einen anderen Wähler bevollmächtigen, um in ihrem Namen und für ihre Rechnung zu wählen:

1° Wähler, die wegen Krankheit oder Behinderung von ihnen selbst, von einem Verwandten oder Verschwägeren oder eines zusammenlebenden Partners nicht fähig sind, sich ins Wahlbüro zu begeben, oder nicht dorthin gebracht werden können. Diese Unfähigkeit wird durch ein ärztliches Attest bescheinigt. Ärzte, die als Kandidat für die Wahl vorgeschlagen wurden, dürfen ein solches Attest nicht ausstellen.

2° Wähler, die aus beruflichen oder dienstlichen Gründen:

a) im Ausland bleiben muss, desgleichen die Wähler, die seiner Familie oder seinem Gefolge angehören und mit ihm zusammenwohnen;

b) außerstande ist, sich ins Wahlzentrum zu begeben, obwohl er sich am Wahltag im Königreich aufhält.

Die in den Punkten a) und b) erwähnte Verhinderung wird durch eine Bescheinigung der Militär- oder Zivilbehörde oder des Arbeitgebers, denen der Betreffende unterstellt ist, bestätigt.

Wenn der Betroffene ein Freiberufler ist, wird die in den Punkten a) und b) erwähnte Verhinderung durch eine vorher bei der Gemeindeverwaltung abgegebene ehrenwörtliche Erklärung bestätigt.

3° Wähler, die den Beruf eines Binnenschiffers oder eines Wander- oder Jahrmarktgewerbetreibenden ausüben, und die Familienmitglieder, die mit ihnen zusammenwohnen.

Die Ausübung dieses Berufs wird durch eine Bescheinigung des Bürgermeisters der Gemeinde, in der der Betroffene im Bevölkerungsregister eingetragen ist, bestätigt.

4° der Wähler, dem am Wahltag aufgrund einer gerichtlichen Maßnahme die Freiheit entzogen ist.

Diese Lage wird durch die Leitung der Anstalt, in der sich der Betroffene befindet, bescheinigt.

5° der Wähler, dem es aufgrund seiner religiösen Überzeugung unmöglich ist, sich am Wahltag ins Wahlzentrum zu begeben.

Diese Verhinderung ist durch eine Bescheinigung der Behörde der Glaubensgemeinschaft zu rechtfertigen.

6° der Student, der sich aus Studiengründen unmöglich ins Wahlzentrum begeben kann, vorausgesetzt, er legt eine Bescheinigung der Leitung der Unterrichtsanstalt vor, die er besucht.

7° der Wähler, der sich aus anderen als den oben angeführten Gründen aufgrund eines vorübergehenden Auslandsaufenthaltes am Wahltag nicht an seinem Wohnort befindet und daher nicht in der Lage ist, sich in das Wahlbüro zu begeben.

Der Auslandsaufenthalt aus einem derartigen Grund kann durch eine Bescheinigung des Reiseveranstalters bescheinigt werden.

Dieses Dokument gibt den Namen des Wählers an, der einen anderen Wähler bevollmächtigt möchte, um in seinem Namen zu wählen.

Wenn es dem Wähler nicht möglich ist, ein solches Dokument zu erhalten, kann die Tatsache, dass er nicht in der Lage ist, sich am Wahltag in das Wahllokal zu begeben, durch eine Bescheinigung des Bürgermeisters der Gemeinde seines Wohnsitzes, die auf Vorlage anderer Beweisstücke oder einer schriftlichen ehrenwörtlichen Erklärung ausgestellt wird, bescheinigt werden. Die Regierung legt das Muster der durch den Bürgermeister auszustellenden Bescheinigung fest.

Der Antrag muss spätestens am Tag vor dem Wahltag beim Bürgermeister des Wohnsitzes eingereicht werden.

§ 2. Jeder Wähler kann als Bevollmächtigter benannt werden.

Ein Kandidat kann nur dann als Bevollmächtigter seines Ehepartners oder seines gesetzlich zusammenwohnenden Partners, oder eines Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohnsitz an seinem Wohnsitz festgelegt hat, bezeichnet werden, wenn er selbst Wähler ist.

Ein Kandidat kann ebenfalls nur dann als Bevollmächtigten eines Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohnsitz nicht an seinem Wohnsitz festgelegt hat, bezeichnet werden, wenn die Verwandtschaft bis zum 3. Grad nachgewiesen werden kann.

Falls Vollmachtgeber und Bevollmächtigter beide im Bevölkerungsregister derselben Gemeinde eingetragen sind, bescheinigt der Bürgermeister dieser Gemeinde das Verwandtschaftsverhältnis auf dem Vollmachtsformular.

Sind beide nicht in derselben Gemeinde eingetragen, bescheinigt der Bürgermeister der Gemeinde, in der der Bevollmächtigte eingetragen ist, das Verwandtschaftsverhältnis auf Vorlage einer Offenkundigkeitsurkunde.

Die Offenkundigkeitsurkunde wird dem Vollmachtsformular beigelegt.

Jeder Bevollmächtigte darf nur über eine Vollmacht verfügen.

In Abweichung von den vorangehenden Absätzen wird der Bevollmächtigte frei vom Vollmachtgeber bestimmt, wenn es sich um einen Wähler handelt, dem es aufgrund seiner religiösen Überzeugung unmöglich ist, sich in das Wahlzentrum zu begeben.

§ 3. Die Vollmacht wird auf einem Formular ausgestellt, dessen Muster von der Regierung festgelegt wird und das kostenlos beim Gemeindesekretariat erhältlich ist.

In der Vollmacht werden angegeben: die Wahlen, für die sie gültig ist, Name, Vornamen, Geburtsdatum und Anschrift des Vollmachtgebers und des Bevollmächtigten sowie die Identifizierungsnummer im Nationalregister der natürlichen Personen des Vollmachtgebers.

Das Vollmachtsformular wird vom Vollmachtgeber und vom Bevollmächtigten unterzeichnet.

§ 4. Wählen darf der Bevollmächtigte, der dem Vorstandsvorsitzenden des Wahlbüros, wo der Vollmachtgeber hätte wählen müssen, die Vollmacht und eine der in § 1 erwähnten Bescheinigungen übergibt, und ihm seinen Personalausweis und seine Wahlaufforderung vorzeigt; darauf vermerkt der Vorsitzende: "Hat mittels Vollmacht gewählt".

Art. L4143-20 - § 6. Um zur Stimmabgabe zugelassen zu werden, übergibt der Bevollmächtigte dem Vorstandsvorsitzenden des Wahlbüros, wo der Vollmachtgeber hätte wählen müssen, die Vollmacht und eine der in Art. L4132-1 § 1 erwähnten Bescheinigungen und zeigt ihm seinen Personalausweis und seine Wahlaufforderung vor; darauf vermerkt der Vorsitzende: "Hat mittels Vollmacht gewählt".

Die Vollmachten werden der in Artikel L4143-25 Absatz 1, 2º des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung erwähnten Aufstellung beigelegt.

(1) So wie er kraft des Zusammenarbeitsabkommens zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Lokalwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet anwendbar ist.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juni 2018 über die Wahlverrichtungen im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet als Anhang beigelegt zu werden.

Namur, den 7. Juni 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen
V. DE BUE

Muster 4 — Bescheinigung des Bürgermeisters - Vollmacht bei einem Auslandsaufenthalt aus Gründen, die keine beruflichen Gründe sind

Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 14. Oktober 2018

Den.....20..

Gemeinde.....

Der Unterzeichnete,....., Bürgermeister der Gemeinde, bescheinigt hiermit nach Kenntnisnahme der vorgelegten Belege, dass Herr/Frau.....(Name und Vornamen), wohnhaft Straße Nr.,

mit folgender Identifizierungsnummer beim Nationalregister der natürlichen Personen:, als Wähler(in) eingetragen unter der Nummer, aufgrund eines vorübergehenden Aufenthaltes im Ausland, und zwar in..... (Name des Landes), der nicht aus beruflichen beziehungsweise dienstlichen Gründen gerechtfertigt ist, nicht in der Lage ist, sich ins Wahlbüro zu begeben.

Der / die Betreffende, der seinen Antrag vor dem..... (Datum des Antrags) eingereicht hat, erfüllt daher die in Artikel L4132-1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (1) festgelegten Bedingungen, um einen anderen Wähler zu bevollmächtigen, in seinem/ihrem Namen zu wählen.

Ausgestellt in....., am.....

Bürgermeister

Stempel der Gemeinde (Unterschrift)

Auszüge aus dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (1)

Art. L4132-1 - § 1. Folgende Wähler können einen anderen Wähler bevollmächtigen, um in ihrem Namen und für ihre Rechnung zu wählen:

(...) 7º der Wähler, der sich aus anderen als den oben angeführten Gründen aufgrund eines vorübergehenden Auslandsaufenthaltes am Wahltag nicht an seinem Wohnort befindet und daher nicht in der Lage ist, sich in das Wahlbüro zu begeben.

Der Auslandsaufenthalt aus einem derartigen Grund kann durch eine Bescheinigung des Reiseveranstalters bescheinigt werden.

Dieses Dokument gibt den Namen des Wählers an, der einen anderen Wähler bevollmächtigen möchte, um in seinem Namen zu wählen.

Wenn es dem Wähler nicht möglich ist, ein solches Dokument zu erhalten, kann die Tatsache, dass er nicht in der Lage ist, sich am Wahltag in das Wahllokal zu begeben, durch eine Bescheinigung des Bürgermeisters der Gemeinde seines Wohnsitzes, die auf Vorlage anderer Beweisstücke oder einer schriftlichen ehrenwörtlichen Erklärung ausgestellt wird, bescheinigt werden. Die Regierung legt das Muster der durch den Bürgermeister auszustellenden Bescheinigung fest.

Der Antrag muss spätestens am Tag vor dem Wahltag beim Bürgermeister des Wohnsitzes eingereicht werden.

(1) So wie er kraft des Zusammenarbeitsabkommens zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Lokalwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet anwendbar ist.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juni 2018 über die Wahlverrichtungen im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 7. Juni 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen
V. DE BUE

Muster 5 — Antrag auf Begleitung

Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 14. Oktober 2018

Den.....20..

Der/die Unterzeichnete..... (Name und Vornamen), geboren am wohnhaft in.....
Straße.....Nr.....BFK....., mit folgender Identifizierungsnummer im Nationalregister der natürlichen Personen:, als Wähler(in) eingetragen in der Gemeinde.....

Erklärt, von der ihm (ihr) gebotenen Möglichkeit, sich im Hinblick auf die Wahlen vom 14. Oktober 2018 begleiten zu lassen, Gebrauch machen zu wollen.

Der/Die Begleiter (in) ist Herr/Frau.....(Name und Vornamen), geboren am wohnhaft in..... Straße..... Nr..... BFK....., mit folgender Identifizierungsnummer im Nationalregister der natürlichen Personen:, als Wähler eingetragen in der Gemeinde.....;

Wenn der Begleiter Kandidat ist, bescheinigt er auf Ehrenwort (1):

- entweder dass er bei seinem Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnenden Partner, oder bei einem Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohnort an seinem Wohnsitz festgelegt hat, als Begleiter auftritt;
- oder dass er für einen Verwandten oder Verschwägerten, der seinen Hauptwohnort nicht an seinem Wohnsitz festgelegt hat, dessen Verwandtschaft jedoch bis zum dritten Grad nachgewiesen werden kann, als Begleiter auftritt.

Unterschrift des Wählers.....Unterschrift des Begleiters

(1) Zutreffendes ankreuzen

Auszug aus dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (1)

Art. L4133-2 - § 1. Der Wähler, der es für notwendig erachtet, sich bis in die Wahlkabine begleiten zu lassen, um sein Wahlrecht auszuüben, kann spätestens am Tag vor dem Wahltag eine diesbezügliche Erklärung beim Bürgermeister seines Wohnsitzes einreichen.

Folgende Personen rechtfertigen eine Begleitung:

- 1º diejenigen, die Schwierigkeiten im Bereich der Geistesfunktionen oder des Lernens empfinden;
- 2º diejenigen, die Schwierigkeiten im Bereich der Körperfunktionen empfinden;
- 3º diejenigen, die Schwierigkeiten im Bereich der Sinnesfunktionen empfinden;
- 4º diejenigen, die seelische Schwierigkeiten empfinden;
- 5º diejenigen, die Schwierigkeiten infolge einer chronischen oder degenerativen Krankheiten empfinden;
- 6º die Personen, deren Muttersprache nicht eine der in Artikel 4 der Verfassung vorgesehenen Sprachen ist, wenn dies zu Leseschwierigkeiten führt.

§ 2. Der betroffene Wähler wählt seinen Begleiter; dieser muss jedoch selbst Wähler sein. Kein Begleiter darf mehr als einem Wähler beistehen.

Ein Kandidat kann nur dann als Begleiter seines Ehepartners oder seines gesetzlich zusammenwohnenden Partners, oder eines Verwandten oder Verschwägeren, der seinen Hauptwohnsitz an ihrem Wohnsitz festgelegt hat, bezeichnet werden, wenn er selbst Wähler ist.

Ein Kandidat kann ebenfalls nur dann als Begleiter eines Verwandten oder Verschwägeren, der seinen Hauptwohnsitz nicht an seinem Wohnsitz festgelegt hat, bezeichnet werden, wenn die Verwandtschaft bis zum 3. Grad nachgewiesen werden kann.

§ 3. Die Erklärung wird auf einem Formular ausgestellt, dessen Muster von der Regierung festgelegt wird und das kostenlos beim Gemeindesekretariat erhältlich ist.

In der Erklärung werden die Wahlen, für die sie gültig ist, sowie der Name, die Vornamen, das Geburtsdatum und die Anschrift des Wählers und des Begleiters, sowie die Identifizierungsnummer im Nationalregister der natürlichen Personen des Wählers angegeben.

Das Formular wird vom Wähler und vom Begleiter unterzeichnet. Der Wähler zeigt dem Vorsitzenden des Wahlvorstandes dieses Formular zusammen mit seiner Wahlauflorderung.

§ 4. Der Vorsitzende des Wahlvorstands verweist den Begleiter, der die Vorschriften von vorstehenden Absätzen verletzt.

(1) So wie er kraft des Zusammenarbeitsabkommens zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Lokalwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet anwendbar ist.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juni 2018 über die Wahlverrichtungen im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 7. Juni 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen
V. DE BUE

Muster 6 — Antrag auf Übermittlung von Ausfertigungen oder Abschriften des Wählerregisters an eine politische Partei

Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 14. Oktober 2018

Provinz: Wahldistrikt:

Wahlkanton: Gemeinde:

Sehr geehrter Herr Bürgermeister,

Die Unterzeichneten, Herr/Frau..... Wähler der Gemeinde oder des Distrikts, und von der Partei..... bevollmächtigt, verpflichten sich, eine Kandidatenliste für die Gemeindewahlen und/oder Provinzialwahlen (1) vom 14. Oktober 2018 im Wahlkreis vorzuschlagen (2) und die demokratischen Grundsätze einzuhalten, die insbesondere in der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen und in dem Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes oder jeder anderen Form des Völkermordes erwähnt werden, sowie die durch die Verfassung gewährleisteten Rechte und Freiheiten zu beachten.

Wir beantragen somit die Ausstellung von..... Ausfertigung(en) oder Abschrift(en) des kommunalen bzw. provinziellen Wählerregisters (3) Ihrer Gemeinde.

Wir möchten diese Ausfertigungen oder Abschriften auf Papier / im EDV-Format (4) erhalten, und erklären, dass Herr / Frau..... dazu ermächtigt ist, diese Abschriften in unserem Namen zu erhalten.

Wir erklären, von den im Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung vorgesehenen und auf der Rückseite des vorliegenden Dokumenten wiedergegebenen Verboten Kenntnis genommen zu haben und verpflichten uns dazu, sie zu beachten.

Zu....., den.....

Unterschrift(en)

(1) Unzutreffendes bitte streichen

(2) Den Namen der Gemeinde für die Gemeindewahlen und den Namen des Distrikts für die Provinzialwahlen angeben.

(3) Unzutreffendes bitte streichen

(4) Unzutreffendes bitte streichen

Auszüge aus dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (1)

Artikel L4122-5 - § 1. Sobald das im vorliegenden Artikel erwähnte Register erstellt worden ist, ist das Bürgermeister- und Schöffenkollegium oder der von ihm bezeichnete Beamte verpflichtet, den von einer politischen Partei bevollmächtigten Personen Ausfertigungen oder Abschriften des Wählerregisters vorzulegen, sofern sie sich schriftlich und in einem gemeinsamen Dokument dazu verpflichten, in der Gemeinde eine Kandidatenliste für die Wahl einzureichen und die demokratischen Grundsätze einzuhalten, die insbesondere in der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen und in dem Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes oder jeder anderen Form des Völkermordes erwähnt werden, sowie die durch die Verfassung gewährleisteten Rechte und Freiheiten zu beachten.

Die Anträge müssen per Einschreibebrief an den Bürgermeister gerichtet werden.

Die Exemplare werden auf Papier und auf maschinenlesbaren Datenträgern, deren Format durch die Regierung festgelegt wird, ausgestellt.

§ 2. Jede in § 1 erwähnte politische Partei kann, sofern sie in der Gemeinde eine Kandidatenliste einreicht, zwei Exemplare oder Abschriften dieses Registers kostenlos erhalten und zwar je nach Wunsch auf Papier oder auf dem in § 1 erwähnten Datenträger.

Die Aushändigung zusätzlicher Exemplare oder Abschriften erfolgt gegen Zahlung des vom Bürgermeister- und Schöffenkollegium festzulegenden Selbstkostenspreises.

Wenn die politische Partei keine Kandidatenliste einreicht, darf sie unter Androhung der in Artikel L4122-34 des vorliegenden Kodex festgelegten strafrechtlichen Sanktionen keinen weiteren Gebrauch von dem Wählerregister machen, selbst nicht zu Wahlzwecken.

(...)

§ 6. Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium darf Personen, die nicht die Personen sind, die gemäß § 1, § 3 und § 4 einen Antrag eingereicht haben, unter der Androhung der Artikel L4122-34 vorgesehenen Strafen keine Exemplare oder Abschriften des Wählerregisters aushändigen. Die Personen, die diese Exemplare oder Abschriften erhalten haben, dürfen sie ihrerseits Drittpersonen nicht mitteilen.

Die in Anwendung des vorliegenden Artikels ausgestellten Exemplare oder Abschriften des Wählerregisters dürfen nur zur Wahlzwecken verwendet werden, und zwar auch außerhalb des Zeitraums zwischen dem Datum der Aushändigung des Registers und dem Datum der Wahl unter Androhung der in Artikel L4122-34 des vorliegenden Kodex festgelegten strafrechtlichen Sanktionen.

Die in Anwendung des vorliegenden Artikels ausgestellten Exemplare oder Abschriften des Wählerregister dürfen ihre Identifizierungsnummer im Nationalregister der natürlichen Personen nicht anführen.

Artikel L4122-34 - § 1. Mit einer Gefängnisstrafe von drei Monaten bis zu fünf Jahren und einer Geldstrafe von fünfzig bis zu zwanzigtausend Euro oder mit nur einer dieser Strafe wird belegt, wer als Täter, Mittäter oder Komplize entgegen Artikel L4122-5, § 6 entweder Exemplare oder Abschriften des Wählerregisters Personen ausgehändigt hat, die sie zu erhalten nicht ermächtigt sind, oder diese Exemplare Drittpersonen mitgeteilt hat, nachdem er sie ordnungsgemäß erhalten hat, oder die Angaben aus dem Wählerregister zu Zwecken gebraucht hat, die keine Wahlzwecken sind.

§ 2. Strafen, die gegen Komplizen der im Paragraf 1 erwähnten Straftaten verhängt werden, dürfen nicht mehr als zwei Drittel des Strafmaßes betragen, das auf sie anwendbar gewesen wären, wenn sie selbst die Straftaten begangen hätten.

(1) So wie er kraft des Zusammenarbeitsabkommens zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Lokalwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet anwendbar ist.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juni 2018 über die Wahlverrichtungen im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 7. Juni 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen
V. DE BUE

Muster 7 — Antrag auf Ausstellung von Ausfertigungen oder Abschriften des Wählerregisters an einen Kandidaten

Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 14. Oktober 2018

Provinz: Wahldistrikt:

Wahlkanton: Gemeinde:

Sehr geehrter Herr Bürgermeister,

Der / die Unterzeichnete, Herr / Frau....., Kandidat(in) bei der Gemeindewahl und /oder Provinzialwahl im Wahlkreis von..... (2), beantragt die Ausstellung von..... Ausfertigung(en) oder Abschrift(en) des kommunalen bzw. provinziellen Wählerregisters (3) Ihrer Gemeinde.

Ich verpflichte mich dazu, die demokratischen Grundsätze einzuhalten, die insbesondere in der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen und in dem Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes oder jeder anderen Form des Völkermordes erwähnt werden, sowie die durch die Verfassung gewährleisteten Rechte und Freiheiten zu beachten.

Ich möchte diese Abschriften bzw. Ausfertigungen auf Papier / im EDV-Format erhalten (4).

Ich erkläre, von den im Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung vorgesehenen und auf der Rückseite des vorliegenden Dokumenten wiedergegebenen Verboten Kenntnis genommen zu haben und verpflichte mich dazu, sie zu beachten.

Zu....., den.....

Unterschrift,

(1) Unzutreffendes bitte streichen

(2) Den Namen der Gemeinde für die Gemeindewahlen und den Namen des Distrikts für die Provinzialwahlen angeben.

(3) Unzutreffendes bitte streichen

(4) Unzutreffendes bitte streichen

Auszüge aus dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (1)

Artikel L4122-5 - § 1. Sobald das im vorliegenden Artikel erwähnte Register erstellt worden ist, ist das

Bürgermeister- und Schöffenkollegium oder der von ihm bezeichnete Beamte verpflichtet, den von einer politischen Partei bevollmächtigten Personen Ausfertigungen oder Abschriften des Wählerregisters vorzulegen, sofern sie sich schriftlich und in einem gemeinsamen Dokument dazu verpflichten, in der Gemeinde eine Kandidatenliste für die Wahl einzureichen und die demokratischen Grundsätze einzuhalten, die insbesondere in der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen und in dem Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes oder jeder anderen Form des Völkermordes erwähnt werden, sowie die durch die Verfassung gewährleisteten Rechte und Freiheiten zu beachten.

Die Anträge müssen per Einschreibebrief an den Bürgermeister gerichtet werden.

Die Exemplare werden auf Papier und auf maschinenlesbaren Datenträgern, deren Format durch die Regierung festgelegt wird, ausgestellt.

(...)

§ 3. Jede Person, die als Kandidat auf einem im Hinblick auf die Wahl eingereichten Wahlvorschlag erscheint, kann gegen Zahlung des Selbstkostenpreises Exemplare oder Abschriften des Wählerregisters auf Papier oder auf in § 1 erwähnten Datenträger beziehen, sofern sie bei dem Bürgermeister einen diesbezüglichen Antrag per Einschreiben eingereicht hat und sich verpflichtet, die demokratischen Grundsätze einzuhalten, die insbesondere in der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen und in dem Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes oder jeder anderen Form des Völkermordes erwähnt werden sowie die durch die Verfassung gewährleisteten Rechte und Freiheiten zu beachten.

Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium überprüft bei der Aushändigung, ob der Betreffende als Kandidat für die Wahl vorgeschlagen ist.

Wenn der Antragsteller nachträglich aus der Kandidatenliste gestrichen wird, darf er unter Androhung der in Artikel L4122-34 des vorliegenden Kodex festgelegten strafrechtlichen Sanktionen keinen weiteren Gebrauch von dem Wählerregister machen.

(...)

§ 6. Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium darf Personen, die nicht die Personen sind, die gemäß § 1, § 3 und § 4 einen Antrag eingereicht haben, unter der Androhung der Artikel L4122-34 vorgesehenen Strafen keine Exemplare oder Abschriften des Wählerregisters aushändigen. Die Personen, die diese Exemplare oder Abschriften erhalten haben, dürfen sie ihrerseits Drittpersonen nicht mitteilen.

Die in Anwendung des vorliegenden Artikels ausgestellten Exemplare oder Abschriften des Wählerregisters dürfen nur zur Wahlzwecken verwendet werden, und zwar auch außerhalb des Zeitraums zwischen dem Datum der Aushändigung des Registers und dem Datum der Wahl unter Androhung der in Artikel L4122-34 des vorliegenden Kodex festgelegten strafrechtlichen Sanktionen.

Die in Anwendung des vorliegenden Artikels ausgestellten Exemplare oder Abschriften des Wählerregister dürfen ihre Identifizierungsnummer im Nationalregister der natürlichen Personen nicht anführen.

Artikel L4122-34 - § 1. Mit einer Gefängnisstrafe von drei Monaten bis zu fünf Jahren und einer Geldstrafe von fünfzig bis zu zwanzigtausend Euro oder mit nur einer dieser Strafe wird belegt, wer als Täter, Mittäter oder Komplize entgegen Artikel L4122-5, § 6 entweder Exemplare oder Abschriften des Wählerregisters Personen ausgehändigt hat, die sie zu erhalten nicht ermächtigt sind, oder diese Exemplare Drittpersonen mitgeteilt hat, nachdem er sie ordnungsgemäß erhalten hat, oder die Angaben aus dem Wählerregister zu Zwecken gebraucht hat, die keine Wahlzwecken sind.

§ 2. Strafen, die gegen Komplizen der im Paragraf 1 erwähnten Straftaten verhängt werden, dürfen nicht mehr als zwei Dritteln des Strafmaßes betragen, das auf sie anwendbar gewesen wären, wenn sie selbst die Straftaten begangen hätten.

(1) So wie es kraft des Zusammenarbeitsabkommens zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Lokalwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet anwendbar ist.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juni 2018 über die Wahlverrichtungen im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 7. Juni 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen
V. DE BUE

Muster 8 — Liste der Mitglieder des Wahlvorstands zwecks der Zahlung der Anwesenheitsgelder

Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 14. Oktober 2018

Provinz:

Wahlkanton:

Gemeinde:

Wähle-/Zählbürovorstand Nr.

Datum der Sitzung:

Liste der Mitglieder des Wahl-/Zählbürovorstands im Hinblick auf die Zahlung der Anwesenheitsgelder durch Banküberweisung.

Der Vorsitzende dieses Wahl-/Zählbüros bestätigt die Anwesenheit der Personen, deren Namen auf dieser Liste stehen (**Rufnummer des Vorsitzenden:** /.....).

Unterschrift der Mitglieder des Wahlvorstands,

Der Sekretär,

Die Beisitzer,

Der Vorsitzende,

- (1) Diese Nummer befindet sich auf der Rückseite des Personalausweises.
- (2) Dem Namen und Vornamen werden vorangestellt: Die Angabe "Herr" oder "Frau".
- (3) Was die Funktion betrifft, gelten folgende Abkürzungen: V für Vorsitzender, B für Beisitzer, und S für Sekretär.

Anweisungen

1. Um eine rasche Zahlung zu ermöglichen, vermerken die Büromitglieder auf deutliche und leserliche Weise ihre vollständigen Angaben, insbesondere ihre BANKKONTONUMMER.
2. Dieses Dokument ist in doppelter Ausfertigung auszustellen:
 - Das erste Exemplar muss am TAG DER WAHL dem Vorsitzenden des Kantonvorstandes A übermittelt werden; dieser wird es am MONTAGMORGEN nach den Wahlen dem Postvorsteher übergeben;
 - das zweite Exemplar wird vom Vorsitzenden des Wahlvorstandes AUFBEWAHRT.
3. Die Nationalregisternummer ermöglicht es, in die Bevölkerungsakte der Mitglieder des Wahlvorstands einzutragen, wie oft sie in dieser Eigenschaft getagt haben.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juni 2018 über die Wahlverrichtungen im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 7. Juni 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen
V. DE BUE

Muster 9 — Rückerstattung der Fahrkosten der Mitglieder des Wahlvorstands

Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 14. Oktober 2018

Provinz: Wahlkanton:

Gemeinde: Wahlbüro Nr.

Weiterzuleiten an..... (Anschrift der Provinzialverwaltung)

UM EINE RASCHE ZAHLUNG ZU ERMÖGLICHEN, BITTEN WIR SIE IHRE VOLLSTÄNDIGEN ANGABEN DEUTLICH ZU VERMERKEN! ÜBERPRÜFEN SIE BITTE IHRE KONTONUMMER!

Der/Die Unterzeichnete:

Herr/Frau: Tel. oder Handy-Nr.

--	--	--

Anschrift

Postleitzahl

Gemeinde

							-								-						-				
--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--

Funktion
innerhalb des Vorstands

Kontonummer (Das Konto muss dem
angegebenen Namen entsprechen)

Erklärt hiermit, dass ihm / ihr die Kosten für Fahrten, die wegen der Wahlen zwischen den nachstehend erwähnten Gemeinden zurückgelegt wurden, zurückzuerstatte sind:

--	--

Abfahrtsort (Gemeinde, wo sich
der Wahlvorstand des/der Betroffenen befindet)

Zielort

Anzahl zurückgelegter
Kilometer

Anzahl Fahrten

Grund dieser Fahrten

Zurück zu erstattender Betrag
..... km x 0,15 EUR, d.h.

	€
--	---

Gesamt

Der Betrag ist auf das oben angeführte Konto zu überweisen.

Diese Forderungsanmeldung ist spätestens am 14. Januar 2019 an die oben angegebene Anschrift der Provinzialverwaltung zu richten.

Geschehen zu..... den.....

Unterschrift des Vorstandsvorsitzenden Unterschrift der betreffenden Person

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juni 2018 über die Wahlverrichtungen im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 7. Juni 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen
V. DE BUE

Muster 10 — Rückerstattung der Fahrkosten der Wähler

Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 14. Oktober 2018

Weiterzuleiten an..... (Anschrift der Provinzialverwaltung)

UM EINE RASCHE ZAHLUNG ZU ERMÖGLICHEN, BITTEN WIR SIE IHRE VOLLSTÄNDIGEN ANGABEN DEUTLICH ZU VERMERKEN! ÜBERPRÜFEN SIE BITTE IHRE KONTONUMMER!

Der/Die Unterzeichnete:

Herr/Frau: Tel. oder Handy-Nr.

--	--	--

Anschrift

Postleitzahl

Gemeinde

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Kontonummer (Das Konto muss dem angegebenen Namen entsprechen)

Erklärt hiermit, dass ihm/ihr die Kosten für Fahrten, die wegen der Wahlen zwischen den nachstehend erwähnten Gemeinden zurückgelegt wurden, zurückzuerstatten sind:

--	--

Abfahrtsort (Gemeinde, wo sich
der Wahlvorstand des/der Betroffenen befindet)

Zielort

für ihn selbst, und die folgenden (Anzahl angeben) Personen, die seiner Familie angehören und ebenfalls Wähler sind,

Herr/Frau: Herr/Frau:

Herr/Frau: Herr/Frau:

Herr/Frau: Herr/Frau:

Grund der Fahrt:

- Wechsel des Wohnortes.
- Gehalts- oder Lohnempfänger, die ihren Beruf im Ausland oder in einer anderen Gemeinde, als der, wo sie wählen müssen, ausüben.
- Studenten, die sich aufgrund ihres Studiums in einer anderen Gemeinde aufhalten als der, in der sie wählen müssen.
- Aufenthalt in einer Pflegeanstalt oder Gesundheitseinrichtung, die sich in einer anderen Gemeinde befindet als der, in der der Wähler wählen muss.

Zurück zu erstattender Betrag
..... km x 0,15 EUR, d.h.

	€
--	---

Gesamt

Der Betrag ist auf das oben angeführte Konto zu überweisen.

Diese Forderungsanmeldung ist spätestens am 14. Januar 2019 an die oben angegebene Anschrift der Provinzialverwaltung zu richten.

Geschehen zu....., den.....

Unterschrift der betreffenden Person

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juni 2018 über die Wahlverrichtungen im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 7. Juni 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUSDie Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen
V. DE BUE*Muster 11 — Forderungsanmeldung betreffend die Vergütungen für außerordentliche Leistungen der Mitglieder der Kreis- und Kantonvorstände***Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 14. Oktober 2018**

Provinz: Wahlkanton:

Gemeinde: Gemeindevorstand / Distriktvorstand / Kantonvorstand
(Unzutreffendes bitte streichen)

Der für den Kreis- oder Kantonvorstand zuständigen Provinzialverwaltung am..... 20.. übermittelt.

UM EINE RASCHE ZAHLUNG ZU ERMÖGLICHEN, BITTEN WIR SIE IHRE VOLLSTÄNDIGEN ANGABEN DEUTLICH ZU VERMERKEN! ÜBERPRÜFEN SIE BITTE IHRE KONTONUMMER!

Der/Die Unterzeichnete:

Herr/Frau: Tel. oder Handy-Nr.

--	--	--

Anschrift

Postleitzahl

Gemeinde

					-									-					
--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--

Kontonummer (Das Konto muss dem angegebenen Namen entsprechen)

Erklärt, dass er / sie die folgenden Leistungen erfüllt hat:

1° Versand der Schreiben, Aufstellungen und Tabellen, die durch den Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung erforderlich sind, einschließlich des Versands der Protokolle;

 JA NEIN

Dauer: Stunden.

2° Bestimmung der Mitglieder der Vorstände;

 JA NEIN

Dauer: Stunden.

3° Untersuchungen zur Wählbarkeit der Kandidaten;

 JA NEIN

Dauer: Stunden.

4° Numerische Dateneingabe und Übermittlung der Listen;

 JA NEIN

Dauer: Stunden.

5° Korrektur von Doppelkandidaturen anschließend an die Prüfung durch die Regierung;

 JA NEIN

Dauer: Stunden.

6° Abfassung und Versand des Druckberichts;

 JA NEIN

Dauer: Stunden.

7° Mitteilung der offiziellen Kandidatenliste an die Kandidaten und Anmelder, die deren Mitteilung beantragen;

 JA NEIN

Dauer: Stunden.

8° Organisation der Lieferung der Stimmzettel;

JA NEIN

Dauer: Stunden.

9° Sonstige Leistungen (*die Art dieser Leistungen angeben:*)

Für jede der oben erwähnten Leistungen füge ich ggf. die Belege bei.

Zudem füge ich dem vorliegenden Schreiben das Muster 14 bei, in dem die Notwendigkeit der unter 9° angeführten Aufgabe bescheinigt wird.

Der Vorsitzende dieses Wahlbüros bestätigt die Richtigkeit dieser Erklärung.

Für ehrlich und vollständig bescheinigte Erklärung

Der Vorsitzende Der Abgeber der Erklärung,

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juni 2018 über die Wahlverrichtungen im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 7. Juni 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen
V. DE BUE

Muster 12 — Bescheinigung zur Begründung der Notwendigkeit einer außerordentlichen spezifischen Aufgabe (dem Muster 11 beizufügen)

Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 14. Oktober 2018

Provinz: Wahlkanton:

Gemeinde: Gemeindevorstand / Distriktvorstand / Kantonvorstand
(Unzutreffendes bitte streichen)

Der / die Unterzeichnete, Herr / Frau

Erklärt hiermit, dass er / sie die folgende(n) Aufgabe(n) erledigt hat:

Die Rechtfertigung dieser Aufgabe liegt in folgenden Gründen:

Zudem war es mir unmöglich, diese Aufgabe während meiner normalen Arbeitszeiten auszuführen, und zwar aus folgenden Gründen:

Für ehrlich und vollständig bescheinigte Erklärung

Zu....., den.....

Der Abgeber der Erklärung,

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juni 2018 über die Wahlverrichtungen im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 7. Juni 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen
V. DE BUE

Muster 13 — Forderungsanmeldung in Bezug auf die tatsächlichen Ausgaben der Mitglieder der Kreis- und Kantonvorstände

Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 14. Oktober 2018

Provinz: Wahlkanton:

Gemeinde: Gemeindevorstand / Distriktvorstand / Kantonvorstand
(Unzutreffendes bitte streichen)

Der für den Kreis- oder Kantonvorstand zuständigen Provinzialverwaltung am..... übermittelt. 20....

UM EINE RASCHE ZAHLUNG ZU ERMÖGLICHEN, BITTEN WIR SIE IHRE VOLLSTÄNDIGEN ANGABEN DEUTLICH ZU VERMERKEN! ÜBERPRÜFEN SIE BITTE IHRE KONTONUMMER!

Der / die Unterzeichnete,
 Herr / Frau Vorsitzende(r) / Sekretär(in) / Beisitzer(in) (Unzutreffendes bitte streichen)
 des Vorstands, Tel.- oder Handy-Nr.

--	--	--

Anschrift

Postleitzahl

Gemeinde

			-				-			-				
--	--	--	---	--	--	--	---	--	--	---	--	--	--	--

Betrag

Kontonummer (Das Konto muss dem
angegebenen Namen entsprechen)

Unterschrift

Erklärt, dass ihm / ihr die tatsächlichen Ausgaben in Höhe des obenstehenden Betrags betreffend die folgenden Aufgaben zurückerstattet werden müssen:

1. Vervielfältigung von Dokumenten: ja / nein, für einen Betrag von _____ Euro;
2. Fax-Mitteilungen: ja / nein, für einen Betrag von _____ Euro;
3. Telefonanrufe: ja / nein, für einen Betrag von _____ Euro;
4. Büro- und Schreibwaren: ja / nein, für einen Betrag von _____ Euro;
5. Transport von Zubehör: ja / nein, für einen Betrag von _____ Euro;
6. Sonstige ähnliche Unkosten: ja / nein, für einen Betrag von _____ Euro;

Ursprung und Begründung dieser Ausgaben:

.....

Für jede der oben erwähnten Ausgaben füge ich ggf. die Belege bei.

Der Vorsitzende des Wahlbüros bestätigt die Richtigkeit dieser Erklärung.

Für ehrlich und vollständig bescheinigte Erklärung

Der Vorsitzende Der Abgeber der Erklärung,

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juni 2018 über die Wahlverrichtungen im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 7. Juni 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUSDie Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen
V. DE BUE

Muster 14 — Tabelle mit der Zusammensetzung des Kantonvorstands

Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 14. Oktober 2018

Provinz: Wahldistrikt:

Wahlkanton: Gemeinde:

Der Vorsitzende des Kantonvorstands bescheinigt hiermit, dass der Kantonvorstand wie folgt zusammengesetzt ist:

	Name und Vorname	Geburtsdatum	Beruf und Stufe	Nummer im Nationalregister	Hauptwohnsitz und vollständige Anschrift
Vorsitzender					
Sekretär					
Beisitzer					
Beisitzer					
Beisitzer					

	Name und Vorname	Geburtsdatum	Beruf und Stufe	Nummer im Nationalregister	Hauptwohnort und vollständige Anschrift
Beisitzer					
Ersatzbeisitzer					

Zu....., den.....

Der Vorsitzende des Kantonvorstands,

Auszüge aus dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (1)

Art. L4125-7 - § 1. Der Kantonsvorstand ist im Hauptort des Kantons eingerichtet und besteht aus einem Vorsitzenden, vier Beisitzern, vier Ersatzbeisitzern, die vom Vorsitzenden unter den Wählern der Hauptgemeinde des Kantons gewählt werden, und einem gemäß den Bestimmungen des Artikels L4125-15 ernannten Sekretär.

§ 2. Er steht unter dem Vorsitz folgender Personen:

1° der Präsident des Gerichtes erster Instanz oder sein Stellvertreter, falls der Hauptort des Wahlkantons auch Hauptort des Gerichtsbezirks ist,

2° der Friedensrichter, falls der Hauptort des Wahlkantons auch Hauptort eines Gerichtskantons ist,

3° in allen anderen Fällen der Friedensrichter des Gerichtskantons, in dem sich der Hauptort des Wahlkantons befindet, oder seinen Stellvertreter.

Wenn der Vorsitz des Kantonsvorstands nicht durch einen Magistraten gewährleistet werden kann, bezeichnet der Vorsitzende des Distriktvorstands den Vorsitzenden dieses Vorstands unter den Wählern des Distrikts unter Beachtung der in Artikel L4125-3 § 2 vorgesehenen Reihenfolge.

Der Vorsitzende des Distriktvorstands übermittelt der Regierung unmittelbar die Identität und die Kontaktangaben der benannten Vorsitzenden.

Artikel L4125-5 - § 1. Spätestens am 15. September benennt der Vorsitzende des Gemeindevorstands die Vorsitzenden der Wahl- und Zählbürovorstände sowie die Beisitzer und Ersatzbeisitzer der Gemeindeauszählung unter den jüngsten Wählern der Gemeinde, die am Wahltag mindestens achtzehn Jahre alt sind, in der in Artikel L4125-3 § 2 bestimmten Reihenfolge.

[Die in Artikel L4122-7 § 1 erwähnte Liste der Freiwilligen wird bei der Benennung der Beisitzer und Ersatzbeisitzer ebenfalls berücksichtigt.] (2)

§ 2. Am selben Datum bezeichnet er die Beisitzer der Wahlbürovorstände unter den jüngsten Wählern der Gemeinde, die am Wahltag mindestens achtzehn Jahre alt sind, in die die in Artikel L4125-3, § 2 vorgesehenen Bedingungen erfüllen. Hinzukommen die Personen, die Inhaber eines Amtes der Stufe C, das der Wallonischen Region untersteht, oder eines entsprechenden Amtes in den im Punkt 6° desselben Paragraphen vorgesehenen Verwaltungen oder Einrichtungen sind oder anderswo ein entsprechendes Amt ausüben, [sowie die in Artikel L4122-7 § 1 erwähnte Liste der Freiwilligen]. (2)

§ 3. Die Vorsitzenden, Beisitzer und Ersatzbeisitzer der Wahl- und Zählbürovorstände werden unter den Wählern bezeichnet, die in den in Artikel L4122-7, § 1 Ziffer 1 und 2 vorgesehenen Verzeichnissen aufgeführt sind.

(...)

§ 7. Er übermittelt unmittelbar den Vorsitzenden der Wahl- und Zählbürovorstände der Gemeinden, dem Vorsitzenden des Distrik- und Kantonsvorstandes und dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium, die Tabelle, die die Zusammensetzung des Gemeindevorstands, der Wahlvorstände sowie der Zählbürovorstände der Gemeinden enthält.

Diese Tabelle wird gemäß dem von der Regierung festgelegten Muster aufgestellt.

Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium sorgt dafür, dass die Tabelle, die er erhalten hat, durch Anschlag von jedem eingesehen werden kann.

Er übermittelt unverzüglich der Regierung oder ihrem Beauftragten ein Exemplar davon.

§ 8. Der Vorsitzende des Gemeindevorstands stellt jeder Person, die dies mindestens fünfzehn Tage vor der Wahl beantragt hat, Abschriften der Tabelle der Mitglieder der Wahl- und Zählbürovorstände der Gemeinde aus. Der Preis eines Exemplars dieser Tabelle wird durch Erlass der Regierung festgelegt. Er darf nicht mehr als 2,48 Euro betragen.

Artikel L4125-8 - Am 15. September nimmt der Vorsitzende des Kantonsvorstands die Bezeichnung unter den Wählern des Distrikts der Vorsitzenden und der Beisitzer und Ersatzbeisitzer der Zählbürovorstände der Provinz nach denselben Modalitäten wie denjenigen, die in Artikel L4125-5 für die gemeindliche Auszahlung vorgesehen sind, vor. Er übermittelt der Regierung unmittelbar ihre Identität und ihre Kontaktangaben.

(1) So wie er kraft des Zusammenarbeitsabkommens zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Lokalwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet anwendbar ist.

(2) Für die Provinzialwahlen

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juni 2018 über die Wahlverrichtungen im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 7. Juni 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen
V. DE BUE

Muster 15 — Tabelle mit der Zusammensetzung des Gemeindevorstands und der Wahlbürovorstände

Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 14. Oktober 2018

Provinz: Wahldistrikt:

Wahlkanton: Gemeinde:

Der Vorsitzende des Gemeindevorstands bescheinigt hiermit, dass der Gemeindevorstand und die Wahlbürovorstände wie folgt zusammengesetzt sind (1):

Gemeindevorstand

	Name und Vorname	Geburtsdatum	Beruf und Stufe	Nummer im Nationalregister	Hauptwohnort und vollständige Anschrift
Vorsitzender					
Sekretär					
Beisitzer					
Beisitzer					
Beisitzer					
Ersatzbeisitzer					

Wahlbüro Nr..... (2) mit Sitz in..... (3)

	Name und Vorname	Geburtsdatum	Beruf und Stufe	Nummer im Nationalregister	Hauptwohnort und vollständige Anschrift
Vorsitzender					
Sekretär					
Beigeordnete(r) Sekretär(in) 4					
Beisitzer					
Ersatzbeisitzer					

Zu....., den.....

Der Vorsitzende des Gemeindevorstands,

(1) Diese Tabelle aufgrund der tatsächlichen Anzahl der Wahlbürovorstände ausfüllen.

(2) Jedes Wahlbüro erhält eine Wählersektion. Die Nummer der entsprechenden Wählersektion angeben, so wie sie in Übereinstimmung mit Artikel 6 des Zusammenarbeitsabkommens zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Lokalwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet.

(3) Die vollständige Anschrift angeben.

(4) Nur dann ausfüllen, wenn im Wahlbüro mehr als achthundert Wähler eingetragen sind

Auszüge aus dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (1)

Art. L4125-1 - § 4. Kein Kandidat darf einem Wahlvorstand angehören. Die Kandidaten und Kandidatenlisten können Zeugen bezeichnen, um die Verrichtungen des Vorstands nach den in Artikel L4134-1 erwähnten Modalitäten zu kontrollieren.

Das Amt eines Provinzialgreffiers, eines Provinzialeinnehmers, eines Gemeindesekretärs und eines Gemeindeeinnehmers ist unvereinbar mit dem Amt des Vorsitzenden, eines Beisitzers oder Ersatzbeisitzers eines Kreisvorstandes.

Das Gleiche gilt ebenfalls für die Bekleidung eines politischen Mandats und die Aufgabe als Zeuge.

Art. L4125-3 - (...)

§ 2. Um den Vorsitz des Gemeindevorstands zu führen, bezeichnet der Vorsitzende des Distriktsvorstandes in der nachstehend festgelegten Reihenfolge:

1° Richter oder stellvertretende Richter des Gerichtes erster Instanz, des Arbeits- und des Handelsgerichtes nach dem Dienstalter;

2° Friedensrichter oder ihre Stellvertreter nach dem Dienstalter;

3° Richter des Polizeigerichtes oder ihre Stellvertreter nach dem Dienstalter;

4° Rechtsanwälte und Rechtsanwaltspraktikanten in der Reihenfolge ihrer Eintragung im Anwaltsverzeichnis oder in der Praktikantenliste;

5° Notare;

6° der Wallonischen Region unterstellte Inhaber eines Amtes der Stufe A oder B und Inhaber eines gleichwertigen Dienstgrades, die dem Föderalstaat, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, den Provinzen, den Gemeinden, den öffentlichen Sozialhilfezentren, den Einrichtungen öffentlichen Interesses, die im Gesetz vom 16. März 1954 über die Kontrolle bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses erwähnt sind oder auch nicht, oder den autonomen öffentlichen Unternehmen im Sinne des Gesetzes vom 21. März 1991 zur Umstrukturierung bestimmter öffentlicher Wirtschaftsunternehmen unterstehen;

7° Lehrpersonal;

8° Praktikanten der Staatsanwaltschaft;

9° wenn notwendig, die unter den Wählern der Gemeinde bezeichneten Personen, die anderswo Ämter ausüben, die den im Punkt 6° erwähnten Ämtern entsprechen.

Außer den Richtern, die bezeichnet werden können, um den Vorsitz des Gemeindevorstandes ihres Sitzes unabhängig von der Gemeinde, wo sie Wähler sind, zu führen, sind die im vorliegenden Paragraphen erwähnten Personen die Wähler der Gemeinde, wo sie das Amt eines Vorsitzenden des Gemeindevorstandes ausüben.

Muss der Vorsitzende des Gemeindevorstandes in einer anderen Gemeinde wählen, so bestimmt er einen Stellvertreter, um ihn am Wahltag während der für die Erfüllung seiner Pflicht als Wähler notwendigen Zeit zu vertreten.

Die öffentlichen Behörden, die im vorstehenden Absatz, Punkten 6° und 7° erwähnte Personen beschäftigen, teilen den Gemeindeverwaltungen, wo sie ihren Hauptwohnort haben, den Namen, die Vornamen, die Anschrift und den Beruf dieser Personen mit.

Der Vorsitzende des Distriktvorstands übermittelt der Regierung unmittelbar die Identität und die Kontaktangaben der benannten Vorsitzenden.

(...)

Artikel L4125-5 - § 1. Spätestens am 15. September benennt der Vorsitzende des Gemeindevorstandes die Vorsitzenden der Wahl- und Zählbürovorstände sowie die Beisitzer und Ersatzbeisitzer der Gemeindeauszählung unter den jüngsten Wählern der Gemeinde, die am Wahltag mindestens achtzehn Jahre alt sind, in der in Artikel L4125-3 § 2 bestimmten Reihenfolge.

[Die in Artikel L4122-7 § 1 erwähnte Liste der Freiwilligen wird bei der Benennung der Beisitzer und Ersatzbeisitzer ebenfalls berücksichtigt.] (2)

§ 2. Am selben Datum bezeichnet er die Beisitzer der Wahlbürovorstände unter den jüngsten Wählern der Gemeinde, die am Wahltag mindestens achtzehn Jahre alt sind, in die die in Artikel L4125-3, § 2 vorgesehenen Bedingungen erfüllen. Hinzukommen die Personen, die Inhaber eines Amtes der Stufe C, das der Wallonischen Region untersteht, oder eines entsprechenden Amtes in den im Punkt 6° desselben Paragraphen vorgesehenen Verwaltungen oder Einrichtungen sind oder anderswo ein entsprechendes Amt ausüben, [sowie die in Artikel L4122-7 § 1 erwähnte Liste der Freiwilligen]. (2)

§ 3. Die Vorsitzenden, Beisitzer und Ersatzbeisitzer der Wahl- und Zählbürovorstände werden unter den Wählern bezeichnet, die in den in Artikel L4122-7, § 1 Ziffer 1 und 2 vorgesehenen Verzeichnissen aufgeführt sind.

(...)

§ 7. Er übermittelt unmittelbar den Vorsitzenden der Wahl- und Zählbürovorstände der Gemeinden, dem Vorsitzenden des Distrikts- und Kantonsvorstandes und dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium, die Tabelle, die die Zusammensetzung des Gemeindevorstands, der Wahlvorstände sowie der Zählbürovorstände der Gemeinden enthält.

Diese Tabelle wird gemäß dem von der Regierung festgelegten Muster aufgestellt.

Das Bürgermeister- und Schöffenkollegium sorgt dafür, dass die Tabelle, die er erhalten hat, durch Anschlag von jedem eingesehen werden kann.

Er übermittelt unverzüglich der Regierung oder ihrem Beauftragten ein Exemplar davon.

§ 8. Der Vorsitzende des Gemeindevorstands stellt jeder Person, die dies mindestens fünfzehn Tage vor der Wahl beantragt hat, Abschriften der Tabelle der Mitglieder der Wahl- und Zählbürovorstände der Gemeinde aus. Der Preis eines Exemplars dieser Tabelle wird durch Erlass der Regierung festgelegt. Er darf nicht mehr als 2,48 Euro betragen.

(1) So wie er kraft des Zusammenarbeitsabkommens zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Lokalwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet anwendbar ist.

(2) Für die Provinzialwahlen muss man:

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juni 2018 über die Wahlverrichtungen im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 7. Juni 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen
V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/203224]

Pouvoirs locaux

Un arrêté ministériel du 4 mai 2018 annule la délibération du 15 mars 2018 par laquelle le comité de gestion de la scrl « Intercommunale pour la collecte et la destruction des immondices » (ICDI, devenu TIBI) attribue le marché public de travaux ayant pour objet « marché public de travaux - construction d'un pavillon et du Recyparc de Farciennes/Aiseau-Presles/Châtelet, de travaux de voiries, d'égouttages et aménagements divers » à Michaux L SA, pour le montant d'offre contrôlé de 1.382.799,17 € HTVA, soit un montant de 1.685.287,00 € TVAC.

ANDERLUES. — Un arrêté ministériel du 7 mai 2018 approuve la délibération du 27 mars 2018 par laquelle le conseil communal d'Anderlues établit, pour les exercices 2018 à 2019, un impôt sur la délivrance de documents administratifs quelconques.